

CONSEIL COMMUNAL DU 30 MAI 2022
GEMEENTERAAD VAN 30 MEI 2022NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Interpellation citoyenne autour du bien-être des enfants scolarisés au sein des écoles communales francophones à soumettre au conseil du 30 mai**

Interpellation citoyenne déposée par :

- l'association des parents de l'école Claire Joie - représentée par Ky Vinh Tran Luu;
- l'association des parents du paradis des enfants - représentée par Mr Michel Sidon;
- l'association des parents de la Farandole-les Marronniers (FAMAP) représentée par Leonor Guariguata
- Tatiana Roy représentant les parents de l'école la Colombe de la paix

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevin.e.s,

Les associations des parents des écoles communales francophones d' Etterbeek sont réunies ce jour car nous souhaitons vous interpellier sur la situation dans les établissements scolaires gérés par la commune d'Etterbeek.

Nous vous interpellons ce soir pour vous faire part des problématiques sérieuses et récurrentes dans les écoles communales dont vous avez la responsabilité.

Nous savons que vous vous sentez concernés par la question et nous avons conscience des efforts effectués ces dernières années pour les écoles. Hélas, ce n'est pas suffisant. Force est de constater que certains problèmes subsistent. Par manque de moyens mais aussi simplement par manque de volonté politique.

Nous sommes ici réunis car nous n'arrivons plus à faire avancer par les canaux dits « habituels » des dossiers qui nous semblent essentiels.

Nous souhaiterions, monsieur le Bourgmestre, Mesdames et messieurs les échevin.e.s, vous faire prendre conscience des dysfonctionnements suivants communs aux écoles communales francophones d'Etterbeek et souhaiterions vivement que des solutions soient trouvées dans les plus brefs délais afin de régulariser au plus vite la situation et dans le pire des cas assurer une rentrée optimale à nos élèves en septembre 2022.

Les activités para/extra-scolaires :

En 2019, la commune a souhaité réorganiser les activités parascolaires non gratuites les activités gratuites étant propres à chaque implantation en fonction des subsides obtenus auprès des instances régionales et communautaires et de ce qu'elle peut financer sur fonds propres ou avec l'aide des associations de parents - et les centraliser à travers l'asbl AECE. Force est de constater que depuis ce

changement, l'offre des activités parascolaires s'est considérablement appauvrie. Il n'y a eu aucune activité parascolaire en 2020-2021 et celles de 2021-2022 ont commencé en mars. Certes, on sort d'une crise sanitaire mais de nombreux PO à Bruxelles et en Wallonie ont réussi à proposer une offre nombreuse et qualitative d'activités parascolaires à leurs élèves et ce dès septembre 2020. Nous pensons que les activités parascolaires, ne doivent pas être considérées comme une simple occupation ou une distraction de luxe. Ces activités parascolaires sont essentielles à une vie scolaire dynamique et épanouissante aussi bien pour les élèves que pour le personnel communal qui encadre l'accueil des enfants.

Des enfants inscrits aux activités parascolaires, ce sont :

- Des enfants qui peuvent découvrir des activités qui ouvrent et stimulent leur intellect à des tarifs abordables ;
- Des enfants qui ne fréquentent pas des services d'accueil souvent surchargés et avec du personnel peu qualifié ;
- Des enfants qui sont moins pénalisés pour les longues heures de travail que leurs parents exécutent les obligeant à faire garder leurs enfants après l'horaire d'école ;

Dès lors, nous demandons que pour la rentrée 2022, l'asbl AECE créée par la commune et dont la seule et unique mission est d'organiser les activités para/extrascolaires des écoles communales, propose à chaque école une liste d'activités diverses et qualitatives, aussi bien en maternelle qu'en primaire avec un début effectif des activités dès le 12 septembre :

Nous demandons également une clarification sur la capacité d'autonomie et d'initiative de chaque école pour compléter cette offre.

Enfin, nous souhaiterions pouvoir intégrer le conseil d'administration de cette asbl afin d'être force de proposition pour enrichir l'offre d'activités et ce dans l'intérêt des enfants.

Les infrastructures :

Nous apprécions les travaux réalisés ces dernières années dans les différentes écoles.

Néanmoins, nous avons le sentiment que les travaux sont planifiés selon les besoins urgents qui se font ressentir.

Une gestion responsable et durable des infrastructures scolaires passerait par une planification à court, moyen et long terme des travaux nécessaires à l'entretien et à la rénovation des locaux.

Il est ainsi essentiel de mettre en œuvre des réflexions plus structurelles mais oh combien importantes sur des sujets comme l'acoustique dans les réfectoires ou encore la rénovation des locaux (nos chères piscines) et notamment les sanitaires.

Le personnel de charges :

Nous avons constaté ces derniers mois une amélioration de l'entretien des locaux dictée toutefois par l'urgence sanitaire entraînant un épuisement du personnel de charge.

Nous souhaitons qu'à minima les efforts sur l'hygiène soient maintenus dans des conditions de travail acceptables pour ce personnel invisible et si peu valorisé.

La restauration scolaire :

Suite aux nombreuses plaintes concernant l'organisation des cantines un groupe de travail avait été constitué au niveau communal afin de revoir le cahier des charges et la qualité des repas. Il s'est réuni une seule fois à l'automne 2020. A nouveau, nous savons que nous sortons d'une crise sanitaire. Mais nos enfants n'ont pas arrêté de manger depuis deux ans. Ils continuent à fréquenter les cantines des écoles etterbeekois et à pâtir d'une nourriture de qualité médiocre en quantité non suffisante. En 2022, gérer des cantines ce n'est pas remplir des panses. C'est s'assurer que parfois le seul repas chaud

et complet pris par un enfant soit :

- Respectueux de son environnement et des saisons,
- Équilibré nutritionnellement dans le respect de la pyramide alimentaire
- Variés et gourmands pour ouvrir l'horizon gustatif des enfants et les encourager à faire des choix sains pour leur santé et bien-être futur.

En conclusion, nous souhaitons obtenir des réponses en toute transparence à nos différentes revendications sans qu'une urgence sanitaire, humanitaire, sécuritaire ou autre ne vienne parasiter le débat de fond.

Il est urgent de proposer des processus de réflexion et de prises de décisions efficaces afin d'améliorer la prise en compte et la gestion des problèmes et défis futurs.

Nous vous proposons de créer un lieu commun d'écoute, de propositions et de décisions à l'ensemble des écoles.

Nous sommes tous un maillon de la chaîne contribuant au bien-être des enfants et nous souhaitons juste vous rappeler que nous sommes là.

Le temps communal est trop long : nous avons besoin de réponses rapides adaptées au rythme scolaire pour que les nouveaux nés d'aujourd'hui deviennent des citoyens etterbeekoïsi épanouis de demain.

Préparons-nous, la rentrée 2022 est à nos portes !

Nos enfants méritent le meilleur.

Burgerinterpellatie over het welzijn van de kinderen in de Franstalige gemeentescholen, voor te leggen aan de gemeenteraad van 30 mei

2 annexes / 2 bijlagen

interp citoy pétition (1).pdf, interp citoy pétition (2).pdf

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 02.05.2022 & la séance du Conseil communal du 19.05.2022

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 02.05.2022 & de zitting van de Gemeenteraad van 19.05.2022

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage

UNOFFICIAL_MINUTES_PUBLIC.pdf

3 Rapport annuel Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Prise de connaissance

Le Conseil communal,

Vu l'article 7, § 1, de l'ordonnance conjointe du 14 décembre 2017 à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Vu l'arrêté d'exécution du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2018 portant exécution de l'article 7 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la

Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Considérant qu'en vertu des dispositions précitées, le secrétaire communal est chargé d'établir, pour les Bourgmestre, échevins et conseillers communaux; un rapport annuel qui comprend:

- un relevé détaillé des présences en réunion, des rémunérations, des avantages de toute nature et des frais de représentations ;
- une liste des tous les voyages auxquels chacun de ses mandataires publics a participé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions;
- un inventaire de tous les marchés publics conclus par la commune;
- la liste des subsides octroyés par la commune;

Considérant que ce rapport doit être transmis à l'autorité de contrôle et être publié sur le site internet de la commune pour le 30 juin de chaque année ;

DECIDE de prendre connaissance du rapport Transparence relatif à 2021, établi par la Secrétaire communale en vertu de l'article 7§1 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Jaarverslag Transparantie van de bezoldigingen en de voordelen van de Brusselse ambtenaren - Kennisneming

De gemeenteraad,

gelet op artikel 7 §1 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

gelet op het uitvoeringsbesluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2018 tot uitvoering van artikel 7 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

overwegende dat de gemeentesecretaris op grond van de bovengenoemde bepalingen de taak heeft om voor de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden een jaarverslag op te stellen dat de volgende elementen bevat:

- een gedetailleerd overzicht van de aanwezigheden tijdens de vergaderingen, van de bezoldigingen, van de voordelen van alle aard en van de representatievergoedingen;
- een lijst met alle reizen waaraan iedere openbare mandataris in het kader van de uitoefening van zijn functies heeft deelgenomen;
- een inventaris van alle overheidsopdrachten die de gemeente heeft gesloten;
- de lijst van de door de gemeente toegekende subsidies;

overwegende dat dat verslag moet worden bezorgd aan de controlerende overheid op openbaar gemaakt moet worden op de website van de gemeente voor 30 juni van elk jaar;

BESLIST om kennis te nemen van het verslag Transparantie voor 2021, dat is opgesteld door de gemeentesecretaris op grond van artikel 7 §1 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport annuel Transparence 2021 NL.pdf, Rapport annuel Transparence 2021.pdf

Contentieux - Geschillen

4 **Sanctions administratives – Protocole d'accord avec le Procureur du Roi en matière d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement (ainsi que les infractions aux dispositions concernant les signaux c3 et f103) au sens de l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relatives aux sanctions administratives communales – Modification – Ratification.**

Le Conseil,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et plus précisément son article 23 ;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et aux infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le Règlement général de Police de la Commune d'Etterbeek du 20 janvier 2020, texte commun aux 19 communes de la Région Bruxelles Capitale ;

Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement, un protocole d'accord doit être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il s'agit principalement d'établir une répartition du travail et une collaboration avec le Parquet afin de déterminer qui, de celui-ci ou du Fonctionnaire Sanctionneur, est compétent dans quel type de dossier en vue de respecter les priorités de traitement du Parquet et d'éviter également l'impunité pour d'autres dossiers ;

Considérant qu'un tel protocole a été approuvé par le Collège le 12 février 2015 et ratifié par le Conseil communal le 02 mars 2015 ;

Considérant que ce protocole prévoyait notamment que le Procureur du Roi s'engageait à apporter une suite (selon les modalités de sa poursuite) aux infractions liées aux articles 27bis (infraction de 1^{ère} catégorie relative à la mise en stationnement aux emplacements réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées) et 25.1, 14° (infraction de 2^{ème} catégorie relative à l'interdiction de mise en stationnement aux emplacements réservés aux véhicules utilisés par des personnes handicapées) ;

Considérant que la section roulage du Parquet de Bruxelles n'étant plus en capacité actuellement de poursuivre les infractions précitées, celle-ci seront dorénavant traitées par les fonctionnaires sanctionneurs des 19 communes bruxelloises ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le protocole de 2015 en ce sens ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune d'Etterbeek et la Zone de Police Montgomery de travailler également avec un protocole d'accord identique à l'ensemble des 6 zones de police de la Région Bruxelles- Capitale ;

Considérant qu'il est également de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans les 19 communes composant la Région de

Bruxelles- Capitale ;

Considérant que l'ensemble des 19 communes approuveront dès lors la même modification, prévue pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2022 ;

Considérant que la loi précitée prévoit que la nouvelle mouture du protocole d'accord devra être ratifiée par le Conseil communal, signée par le Procureur du Roi, puis annexée au Règlement général de Police ;

Décide d'approuver le protocole d'accord suivant, en matière d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement:

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES
COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES
Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3^o de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions
administratives communales**

ENTRE:

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s, au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, en exécution de la ratification du Conseil communal du 05 mai 2022 ;

ET

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, Monsieur Tim DE WOLF ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, 5^{ème} alinéa, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions au signal C3 et F103 constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée « loi SAC », dispose dans son article 3, 3^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1er , alinéa 1er , de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

En l'espèce, l'article 23, § 1er, 5^{ème} alinéa, de la loi SAC, rend obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions de roulage au sens de l'article 3, 3^o de la même loi.

Lesdites infractions sont par ailleurs reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 « relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les

infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement » (MB du 20/06/2014).

B. Cadre conventionnel

Article 1^{er} — Échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommés les "magistrats de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein des communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2: Traitement des infractions

Préambule 1 : Seules les personnes physiques majeures et les personnes morales peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'arrêté royal du 9 mars 2014.

Préambule 2 : Il est expressément convenu entre les parties signataires que sont exclues du champ d'application des sanctions administratives communales, les infractions commises et constatées sur les parkings situés le long des autoroutes réglementées par le signal F7 (article 71 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique).

2.1 Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Infractions à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (dénommé « code de la route »), telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

1- Infractions de 1^{ère} catégorie :

Articles :

- 22bis, 4°, a)
- 22ter, 1, 3°
- 22sexies2
- 23.1, 1°
- 23.1, 2°
- 23.2, alinéa 1er, 1° à 3°
- 23.2, alinéa 2
- 23.3
- 23.4

- 24, alinéa 1er , 2°,4°, et 7° à 10
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27 bis
- 27.5.1 à 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (signaux C3 et F103 infractions constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement)

2- Infractions de 2^{ème} catégorie :

Articles :

- 22.2 et 21.4, 4°
- 24, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1, 4', 6', 7, 14

S'agissant des infractions visées ci-dessus, l'original du procès-verbal administratif est adressé directement au fonctionnaire sanctionnateur, à l'exception toutefois de ces procès-verbaux constatant des infractions à l'article 24, al.1er, 3° dudit code de la route (cfr. point 2.2 ci-après).

Lorsque l'original est adressé au fonctionnaire sanctionnateur, le procureur du Roi en est informé selon les modalités suivantes : un listing est envoyé au parquet, section Police, une fois par trimestre et reprend le numéro de procès-verbal administratif, l'identité du contrevenant, l'adresse du lieu des faits (commune, rue et numéro), ainsi que la marque d'immatriculation.

2.2 Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions à l'article 24, alinéa 1er, 3° à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 (relatif à l'interdiction de mise à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau).

En ce qui concerne les infractions à cet article 24, al.1er, 3°, tel que visé ci-avant, les procès-verbaux administratifs actés par la police sont toujours envoyés au Procureur du Roi.

S'agissant des procès-verbaux administratifs actés par les agents-constatateurs, ils sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur aux fins pour celui-ci d'en dénoncer les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au parquet de police — service contraventions - site PORTALIS - rue des Quatre Bras, 4 boîte 1, à 1000 Bruxelles.

2.3 Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident, ou cas d'infractions où il existe un lien avec une autre infraction mixte pour laquelle, en vertu du présent protocole, il est prévu qu'une suite sera apportée par le procureur du Roi seul, ou cas d'infractions liées à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté :

Dans les deux premiers cas, le procès-verbal est transmis dans un délai d'un (1) mois au procureur du Roi. L'ensemble des infractions recevra une suite déterminée exclusivement par le procureur du Roi, selon les modalités de sa politique de poursuites et à l'exclusion de toute sanction administrative. Il en est de même s'agissant des procès-verbaux à charge de contrevenants sans domicile ni résidence

connue sur le territoire du Royaume.

Dans le cas où l'infraction est liée à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des SAC est exclue.

Article 3.

Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de deux (2) mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. En l'absence de décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

Article 4.

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Article 5.

La présente convention entre en vigueur à partir du 1er juillet 2022.

Fait à Bruxelles, le ... 2022 en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la commune d'Etterbeek,

La Secrétaire communale,
Annick PETIT

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

Pour le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles,

Tim DE WOLF

Le protocole d'accord repris ci-dessus sera annexé au Règlement général de Police adopté par le Conseil communal en séance du 26 février 2020.

Annexe: Coordonnées du magistrat de référence et des personnes de référence au sein des communes:

Magistrat de référence du Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles:

Laurence MAFFEI, substitut du Procureur du Roi - tél: 02/508.71.99

laurence.maffei@just.fgov.be

Personnes de référence au sein des communes:

Anderlecht : Pierre LORIAUX (FS) tél: 02 558 17 83

Auderghem : Thomas MOREAUX (gestionnaire) tél: 02 676 48 05

Berchem-Saint-Agathe : Ariane TORNEL (gestionnaire) tél: 02 464 04 16

Bruxelles- Ville: Rosa Maria GIAMMORCARO (FS) tél: 02 279 20 62

Etterbeek: Devrim CAGRO (FS) tél: 02 627 23 42

Evere: Séverine RONGVAUX (FS) tél: 02 247 62 33
Forest: Julien CORNET (FS) tél: 02 370 22 18
Ganshoren: Alexandre HALBERGHE (FS) tél: 02 563 19 95
Ixelles : Bertrand de BUISSERET (FS) tél: 02 515 61 93
Jette: Chloé HARTMAN (FS) tél: 02 423 12 27
Koekelberg : Valérie DIAZ GARCIA/Francesca SIGNORE (FS) tél: 02 412 14 06
Molenbeek-Saint-Jean: Patrick MOMENS (FS) tél: 02 412 37 49
Saint-Gilles : Alejandra GONZALES (FS) tél: 02 536 03 46
Saint-Josse : Dilson Ramos Da Fonseca (gestionnaire) tél: 02 220 27 73
Schaerbeek : Wendy LEEMANS (FS) tél: 02 244 73 25
Uccle: Eric VAN DAMME (FS) tél: : 02 605 11 91
Watermael-Boitsfort : Etienne TIHON (FS) tél: 02 674 74 07 et Sophie RON GVAUX (gestionnaire) tél: 02 674 74 07
Woluwe-Saint-Lambert : Sacha PIRON (FS) tél: 02/774.35.87
Woluwe-Saint-Pierre : Catherine DAVENNE (FS) tél: 02/773.05.78

Administratieve sancties – Protocolakkoord met de procureur des Konings op het vlak van overtredingen betreffende stilstaan en parkeren (en overtredingen op de bepalingen met betrekking tot de verkeerstekens C3 en F103) in de zin van artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties – Wijziging – Bekrachtiging.

De Gemeenteraad,

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties die in werking is getreden op 1 januari 2014 en meer bepaald op artikel 23;

gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen;

gelet op het algemeen politiereglement van de gemeente Etterbeek van 20 januari 2020 waarvan de tekst gemeenschappelijk is voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat artikel 23 van de bovengenoemde wet voorziet dat er op het vlak van overtredingen betreffende stilstaan en parkeren een protocolakkoord moet worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat het hoofdzakelijk de bedoeling is om een werkverdeling en een samenwerking met het parket te maken om te bepalen wie, het parket of de sanctionerend ambtenaar, bevoegd is in welk soort dossier met als doel om de prioriteiten bij de verwerking door het parket te respecteren en straffeloosheid in andere dossiers te vermijden;

overwegende dat een dergelijk protocol werd goedgekeurd door het college op 12 februari 2015 en bekrachtigd door de gemeenteraad van 2 maart 2015;

overwegende dat die protocol met name voorzag dat de procureur des Konings zich ertoe verbond om een gevolg te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgleid) aan de overtredingen in verband met artikels 27 bis (overtreding van eerste categorie inzake parkeren op parkeerplaatsen die zijn voorbehouden aan personen met een handicap) en 25.1, 14° (overtreding van tweede categorie inzake

het verbod om te parkeren op parkeerplaatsen die zijn voorbehouden aan personen met een handicap);

overwegende dat, aangezien het departement Verkeer van het parket van Brussel momenteel niet in staat is om de bovengenoemde overtredingen te vervolgen, deze voortaan zullen worden behandeld door de sanctionerende ambtenaren van de 19 Brusselse gemeenten;

overwegende dat het protocol van 2015 in die zin moet worden aangepast;

overwegende dat het in het belang is van de gemeente Etterbeek en de politiezone Montgomery om ook te werken met een protocolakkoord dat identiek is voor de 6 politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat het ook in het belang is van de burgers dat een identiek protocol wordt toegepast ondanks de plaats waar zij zich bevinden in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat de 19 gemeenten bijgevolg dezelfde wijziging zullen goedkeuren, waarvan de inwerkingtreding gepland is op 1 juli 2022;

overwegende dat de bovengenoemde wet voorziet dat de nieuwe versie van het protocolakkoord moet worden bekrachtigd door de gemeenteraad, ondertekend door de procureur des Konings en vervolgens bijgevoegd bij het algemeen politiereglement;

BESLIST om het volgende protocolakkoord op het vlak van overtredingen betreffende stilstaan en parkeren te bekrachtigen.

PROTOCOLAKKOORD

Betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval van gemengde inbreuken Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

TUSSEN:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 5 mei 2022;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, de heer Tim De Wolf;

WORDT MEEGEDEELD WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name artikel 23, §1, alinea 1, voor wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, alinea 5, voor wat betreft de verkeersinbreuken ;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2014 -betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen.

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A.Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (BS van 1 juli 2013), hierna "de GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 3° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of

ordonnanties een administratieve sanctie kan voorzien voor de inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

Art. 23§1, al.5 van de GAS-wet vereist het opstellen van een protocolakkoord voor de behandeling van verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van deze wet.

De kwestieuze inbreuken zijn verder opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen (BS van 20 juni 2014).

B. Conventioneel kader

Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

- a. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling. Daartoe duidt de procureur des Konings één of meerdere magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord gebonden gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij de toepassing van de wet of het onderhavige akkoord of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat aan bepaalde processen-verbaal werd gegeven.
- b. De contactgegevens van de referentiemagistraten en de referentiepersonen binnen de gemeenten worden tussen de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- c. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van de voornoemde personen onverwijld mee te delen.

Artikel 2. - Behandeling van de inbreuken

Preambule 1: Alleen meerderjarige natuurlijke personen of rechtspersonen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve sanctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

Preambule 2: De ondertekenende partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de inbreuken begaan en vastgesteld op parkings langs autosnelwegen waar het verkeersbord F7 van toepassing is (art. 71 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg) uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van de gemeentelijke administratieve sancties.

2.1 De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde verkeersinbreuken geen vervolging in te stellen en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken te behandelen:

Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de 'wegcode' genaamd) zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

1- Bestrafte inbreuk van 1ste categorie:

Artikels:

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2

- 23.1,1° 23.1,2°
- 23.2 alinea 1, 1° tot 3°
- 23.2 alinea 2
- 23.3
- 23.4
- 24 alinea 1, 2°,4° en 7° tot 10°
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27bis
- 27.5.1
- 27.5.2
- 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (borden C3 en F103 — inbreuken vastgesteld met automatisch werkende toestellen)

2- Inbreuken van 2de categorie:

Artikels:

- 22.2 en 21.1, 4°
- 24 alinea 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1, 4°, 6°, 7°,14°

Voor de bovenvermelde inbreuken wordt het originele administratief proces-verbaal opgestuurd naar de sanctionerende ambtenaar, uitgezonderd voor de inbreuken op art. 24, al. 1, 3° van de wegcode (cf. punt 2.2 hierna).

Als het origineel naar de sanctionerende ambtenaar opgestuurd wordt, wordt de procureur des Konings hierover geïnformeerd op de volgende wijze: één keer per trimester wordt een lijst opgestuurd naar het politieparket met de volgende gegevens: het nummer van het administratief proces-verbaal, de identiteit van de overtreder, het adres van de plaats van de feiten (straat, straatnummer en gemeente) en de nummerplaat.

2.2 De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgbeleid) aan de inbreuken op artikel 24 alinea 1, 3° op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 (stilstaan of parkeren op de overwegen).

In het kader van de procedure betreffende artikel 24, alinea 1, 3° van de wegcode, zoals hierboven bedoeld, worden de administratieve processen-verbaal, opgesteld door de politie, steeds opgestuurd naar de procureur des Konings.

De administratieve processen-verbaal, opgesteld door vaststellende ambtenaren, zullen overgemaakt worden aan de sanctionerende ambtenaar die de feiten zal aangeven in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering bij het Politieparket, Dienst Overtredingen (PORTALIS site – Quatre Brasstraat 4 bus 1 - 1000 Brussel).

2.3 Gevallen van verkeersinbreuken, vastgesteld ten laste van de gebruiker van een voertuig die direct of indirect betrokken lijkt in een ongeval of gevallen waarbij er een verband is met een andere gemengde inbreuk horende tot de bevoegdheid van de procureur des Konings of inbreuken verbonden aan andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving:

In de eerste twee gevallen wordt het proces-verbaal binnen een termijn van een (1) maand overgemaakt aan de procureur des Konings. Enkel de procureur des Konings zal bepalen welk gevolg gegeven zal worden aan al deze inbreuken, met uitzondering van elke administratieve sanctie. Dit geldt eveneens voor processen-verbaal ten laste van overtreeders zonder gekende woon- of verblijfplaats in België.

Indien de inbreuk verband houdt met andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving, is de toepassing van de GAS-procedure uitgesloten.

Artikel 3

Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar bij de toepassing van de procedure betreffende het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, zal hij de feiten aangeven bij de referentiemagistraat GAS in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij een gevolg zal geven aan het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte brengt hij de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende gebruikte procedures.

Article 5

Huidig protocol treedt in werking op 1 juli 2022.

Opgemaakt in Brussel op ..., in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de gemeente Etterbeek,

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De Burgemeester,
Vincent DE WOLF

Voor het Parket te Brussel,

Tim De Wolf

Het protocolakkoord hierboven zal worden gevoegd in het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 5 mei 2022

Bijlage : Gegevens van de referentiemagistraat en de referentiepersonen binnen de gemeentes :

Referentiemagistraat binnen het parket van de procureur des Konings te Brussel : Laurence MAFFEI, substitut du Procureur du Roi - tel: 02/508.71.99 laurence.maffei@just.fgov.be.

Referentiepersonen binnen de gemeentes :

Anderlecht: Pierre LORIAUX (FS) tel 02 558 17 83

Auderghem: Thomas MOREAUX (FS) tel : 02 676 48 05

Brussel-Stad: Rosa Maria GIAMMORCARO (FS) tel: 02 279 20 62

Elsene: Bertrand de BUISSERET (FS) - tel: 02 515 61 93

Etterbeek: Devrim CAGRO (FS) tel: 02 627 23 42

Evere: Séverine RONGVAUX (FS) tel: 02 247 62 33

Ganshoren: Alexandre HALBERGHE (FS) tel: 02 563 19 95

Jette: Cloé HARTMAN (FS) tel: 02 423 12 27

Koekelberg: Valérie DIAZ GARCIA/Francesca SIGNORE (FS) - tel: 02 412 14 06

Schaerbeek: Wendy LEEMANS (FS) - tel: 02 244 73 25

Sint-Agatha-Berchem: Ariane TORNEL (gestionnaire) tel: 02 464 04 16

Sint-Gillis: Alejandra GONZALES (FS) - tel: 02 536 03 46

Sint-Jans-Molenbeek: Patrick MOMENS (FS) tel: 02 412 37 49

Sint-Josse: Dilson Ramos Da Fonseca (gestionnaire) tel: 02 220 27 73

Sint-Lambrecht-Woluwe: Sacha PIRON (FS) tel: 02 774 35 87

Sint-Pieters-Woluwe: Catherine DAVENNE (FS) tel: 02/773.05.78

Ukkel: Eric VAN DAMME (FS) - tel: 02 605 11 91

Vorst: Julien CORNET (FS) - tel: 02 370 22 18

Watermael-Bosvoorde: Etienne TIHON (FS) tel: 02 674 74 07

5 Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart - Prolongation.

Le Conseil communal,

Considérant le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale, situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que la Zone de Police Montgomery et le New Samusocial souhaitent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil, en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek ; qu'il convenait de fixer les contours de cette collaboration dans un protocole d'accord entre toutes les parties ;

Vu la décision du Conseil communal du 28.06.2021 adoptant un protocole d'accord à ce sujet ;

Considérant que le Conseil communal a, en séance du 20.12.2021, décidé de prolonger cette collaboration jusqu'au 31.05.2022 ;

Considérant que, le 25.04.2022, Fedasil a écrit à la commune d'Etterbeek que, malgré que, depuis plusieurs mois, Fedasil et le New Samusocial préparent le déménagement des résidents du centre etterbeekois vers un autre site, différents problèmes imprévus, dont les inondations de juillet 2021 et plusieurs crises internationales, ont rendu impossible ledit déménagement à la date prévue ; que Fedasil demande donc le report de la fermeture du centre d'accueil etterbeekois au 01.10.2022 ;

Considérant que les parties conviennent qu'aucune prolongation au-delà de cette date ne sera envisagée ;

Considérant qu'il convient d'adapter le protocole approuvé en juin et en décembre 2021 ;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

DECIDE d'adopter le protocole d'accord ci-dessous :

Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart

ENTRE :

- Le New Samusocial, dont le siège social est situé Boulevard Point Carré, 68 à 1070 Bruxelles, représentée par Monsieur Roy Sébastien, en sa qualité de Directeur Général ;

Dénommé ci-après, le New Samusocial,

ET :

- Fedasil, dont le siège central est situé rue des Chartreux 21 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Michael Kegels en sa qualité de Directeur général ;

Dénommé ci-après, «Fedasil »,

ET :

- La Zone de police Montgomery, dont le siège est situé chaussée Saint-Pierre, 122 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Olivier MAINGAIN, Président du Collège de police et Monsieur Michaël JONNIAUX, Chef de Corps ;

Dénommée ci-après, la « Zone de police»,

ET :

- La commune d'Etterbeek, située avenue des Casernes, 31/1 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale ;

Dénommée ci-après la « Commune d'Etterbeek ».

Les parties au présent protocole d'accord (ci-après, le « Protocole ») étant dénommées les « Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek (ci-après, le « Centre d'Accueil »).

La Zone de Police et le New Samusocial entendent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek.

Le présent protocole a pour but de définir les éléments essentiels de cette collaboration entre les Parties concernant la gestion du Centre d'Accueil, et ce, pour une période se terminant le 30.09.2022 (sans possibilité de prolongation, ce que chacune des parties accepte de manière formelle).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Responsabilité, représentation et personne de contact

1.1 Il est expressément convenu que le New Samusocial et Fedasil sont solidairement responsables du respect de toutes les obligations mises à charge du Centre d'Accueil par le Protocole.

1.2 Pour les besoins de l'exécution du Protocole et en particulier de son article 6, la Zone de police est

représentée par son Chef de Corps, Monsieur Michaël Jonniaux et le Centre d'Accueil est représenté par sa coordinatrice générale, Madame Marina Delhumeau, le tout sans préjudice des dispositions régissant la représentation légale de la Zone de police et du Centre d'Accueil.

1.3 La Zone de police et le Centre d'Accueil désignent chacun un de leurs membres pour effectuer le suivi quotidien de l'exécution du Protocole et pour servir de point de contact et de personne ressource pour toutes les questions liées à la gestion journalière du Centre d'Accueil. Sauf lorsqu'une disposition spécifique en décide autrement, les échanges d'informations prévus dans le Protocole seront adressés aux personnes mentionnées ci-dessous.

Pour la Zone de police, il s'agit de M. Frédéric Walkyse, joignable par téléphone au numéro 0490 14 13 07 et par mail à l'adresse frederic.walkyse@police.belgium.eu.

Pour le Centre d'Accueil, il s'agit de Madame Sonia Mendès (ci-après, la « Personne de Contact pour le Centre d'Accueil »), joignable par téléphone au numéro 0488.92.07.45 et par mail à l'adresse sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Tant le Chef de Corps que la Personne de Contact de la Zone de police veilleront à avertir le Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek de tout fait significatif porté à leur connaissance dans le cadre de l'exécution du Protocole.

Article 2 - Contrôle et inscription des demandeurs de protection internationale arrivant dans le Centre d'Accueil

2.1 Le Centre d'Accueil enverra quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police une liste des demandeurs de protection internationale qui, dans les 24h précédentes, sont arrivés dans le Centre d'Accueil ou ont quitté le Centre d'Accueil. Cette liste doit contenir les noms, prénoms et dates de naissance de ces demandeurs de protection internationale, la composition de leur cellule familiale, leur numéro du registre national, le numéro de la chambre attribuée dans le Centre d'Accueil à chaque personne concernée et les informations relatives à leur statut dans le cadre des procédures justifiant leur présence dans le Centre d'Accueil.

2.2 La Zone de police effectuera, si possible dans la semaine qui suivra l'arrivée de chaque demandeur de protection internationale dans le Centre d'Accueil et pour autant que les documents nécessaires aient été adressés à la Commune d'Etterbeek, les démarches nécessaires pour aider à l'inscription de chaque demandeur de protection internationale à la Commune d'Etterbeek. Afin d'accroître l'efficacité du contrôle de résidence qui doit être effectué dans ce cadre, la Zone de police pourra choisir d'annoncer à l'avance au Centre d'Accueil la date de ce contrôle. Dans ce cas, le Centre d'Accueil informera ensuite chacun des demandeurs de protection internationale visés par le contrôle de résidence et leur demandera d'être présents le jour où ce contrôle doit être effectué.

Article 3 - Identification

3.1 Le Centre d'Accueil demandera à chaque demandeur de protection internationale de se munir en permanence de tous les documents légaux permettant son identification, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Centre d'Accueil.

3.2 À son arrivée au Centre d'Accueil, chaque demandeur de protection internationale reçoit un badge personnel sur lequel figurent son nom, son prénom et sa photo. Ce badge ne constitue en aucun cas un document légal d'identité, mais permet au demandeur de protection internationale d'accéder plus facilement à certains services offerts au sein du Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil conseillera aux demandeurs de protection internationale de porter leur badge personnel en permanence afin de permettre une identification plus rapide, étant entendu que le port de ce badge personnel ne pourra en aucun cas être imposé.

Article 4 – Informations relatives aux incidents et aux risques potentiels pour la sécurité

Les incidents survenant au sein du centre font l'objet d'une communication permanente entre Fedasil et le New Samusocial.

En outre, chaque incident fait l'objet d'une analyse de risque en interne et d'une fiche incident qui seront rédigées par le New Samusocial.

Fedasil a développé deux procédures de signalement des incidents : « Droit commun » et « Radicalisme » ; ces deux procédures se traduisent concrètement par l'emploi de deux modèles de formulaires (annexe 1 et annexe 2).

De manière générale, toute fiche d'incident est transmise par le New Samusocial à Fedasil et, en parallèle, directement en copie à la Personne de Contact de la Zone de police.

Les formulaires « Radicalisme » sont analysés par Fedasil, qui transforme ensuite ces formulaires en fiches destinées à l'Office des Etrangers. Copie de ces fiches est adressée, en parallèle, à la Personne de Contact de la Zone de police.

Article 5 - Echange d'informations entre le Centre d'Accueil et la Zone de police

5.1 Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Centre d'Accueil veillera à communiquer quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police toutes les informations dont il dispose concernant les demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil. Ces informations comprennent, outre ce qui est indiqué aux points 2.1 et 3.1 du Protocole, les liens de parenté avec d'autres demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil, l'état des procédures dans lesquelles le demandeur de protection internationale est engagé et une photo.

5.2 Le Centre d'Accueil tient un registre de toutes les personnes qui pénètrent dans le Centre d'Accueil en tant que visiteurs. Ce registre est rempli sur base de la carte d'identité dont la présentation est demandée à chaque visiteur. Les informations reprises dans ce registre sont transmises à la Zone de police sur simple demande et dans le strict respect des dispositions légales applicables.

Le Centre d'accueil signalera immédiatement et de sa propre initiative à la Personne de Contact de la Zone de Police toutes les personnes et tous les véhicules suspects aperçus à proximité du Centre d'Accueil. S'il estime que la présence de personne(s) et/ou véhicule(s) suspect(s) requière la prise de mesures urgentes, il avertira le Dispatching de la Zone de police conformément à ce qui est stipulé au point 7.3 du Protocole.

5.3 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 4 du Protocole, le Centre d'Accueil informe immédiatement la Personne de Contact de la Zone de police de tout incident survenu dans l'espace public impliquant un demandeur de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et de tous les risques identifiés ou suspectés dans et autour du Centre d'Accueil, notamment en vue d'assurer la sécurité des demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et du personnel du New Samusocial.

Un relevé de ces « incidents et risques de sécurité » sera préparé par le Centre d'Accueil et son contenu sera communiqué de manière quotidienne à la Personne de Contact de la Zone de police, dans le strict respect des dispositions légales applicables.

5.4 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 9 du Protocole, le Centre d'Accueil et la Zone de police veilleront à communiquer, par l'intermédiaire de leurs Personnes de Contact, au sujet des activités se déroulant ou des événements survenant à proximité du Centre d'Accueil et qui pourraient justifier une vigilance accrue en matière d'ordre public ou des mesures concernant la sécurité du Centre d'Accueil, des personnes qui y résident ou y travaillent, des riverains ou en matière de mobilité.

Article 6 - Modalités de concertation

6.1 Les Personnes de Contact identifiées au point 1.3 du Protocole prennent contact de manière régulière pour discuter des problèmes quotidiens qui se posent dans le cadre du Protocole et du

fonctionnement du Centre d'Accueil ainsi que de toutes les informations, questions et instructions relatives à la sécurité dans et autour du Centre d'Accueil.

6.2 Les représentants du Centre d'Accueil et de la Zone de police identifiés au point 1.2 du Protocole organisent une concertation globale tous les mois. Au cours de cette concertation, tous les aspects de ce Protocole seront évalués. Sur la base d'un résumé des informations pertinentes, les participants à cette concertation globale réaliseront une analyse de la situation du Centre d'accueil et de ses résidents sur le plan de la sécurité.

Le lieu, la date, l'heure et les autres modalités pratiques de cette concertation globale seront déterminés de commun accord par les participants. Les résultats de ces concertations globales ne sont en aucun cas destinés à la publication, mais serviront à améliorer la coopération entre les Parties ainsi qu'à formuler et à mettre en œuvre d'éventuels projets d'amélioration.

Article 7 - Interventions au sein du Centre d'Accueil

7.1 En ce qui concerne les missions et les interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone de police que ce soit de sa propre initiative, à la demande des autorités judiciaires ou administratives ou pour répondre à une demande d'assistance du Centre d'Accueil, une distinction est faite entre les missions, interventions et mesures urgentes et les missions, interventions et mesures non urgentes.

L'urgence existe lorsque des missions et des interventions doivent être effectuées ou des mesures prises, sans délai, par la Zone de police dans le cadre de l'exécution d'une ou plusieurs de ses missions de police administrative ou judiciaire.

7.2 En cas de mission, d'intervention ou de mesure non urgente, la Zone de police se concertera autant que possible avec le Centre d'Accueil. Sans préjudice du strict respect des dispositions légales régissant les missions et interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone de police, tant en matière judiciaire qu'administrative, des informations seront échangées entre le Centre d'Accueil et la Zone de police afin de s'assurer que la mission, l'intervention ou la prise de mesures se déroule le mieux possible et dans le respect de la vie privée des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil. Dans la mesure du possible, la Zone de police tiendra compte à cet égard des recommandations qui pourraient être formulées par le Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil s'efforcera de prendre, au préalable et dans les limites de ses capacités d'action, des mesures destinées à faciliter la mission, l'intervention ou la prise de mesure annoncée par la Zone de police. Lors de cette mission ou intervention ou lors de la mise en œuvre de cette mesure, le Centre d'Accueil fournira ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions. Les actes qui peuvent être posés pour assister la Zone de police comprennent notamment le fait d'accompagner les membres de la Zone de police jusqu'aux locaux occupés par les résidents concernés, l'assistance à la préparation des bagages en cas de transfert d'un ou plusieurs résidents, le maintien des tierces personnes à distance, la désescalade de la communication avec les résidents du Centre d'Accueil, la mise à disposition d'un local permettant à la Zone de police de mener des entretiens ou des auditions dans de bonnes conditions ou toute autre action raisonnablement demandée par les membres de la Zone de police et ce, dans le strict respect des dispositions légales régissant l'activité et les prérogatives de chacune des Parties.

En cas d'intervention destinée à assurer le transfert d'un résident du Centre d'Accueil vers un centre fermé, la Zone de police préparera cette intervention en concertation avec le Centre d'Accueil et l'Office des Etrangers. La Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront de travailler de manière concertée afin que l'intervention destinée à assurer ce transfert puisse être réalisée dans le respect de la vie privée des résidents du Centre d'Accueil.

7.3 Dans le cadre des interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le Centre d'Accueil fournira également ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions et la Zone de police s'efforcera, dans la mesure du possible, de respecter la vie privée des

demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil.

Les demandes d'interventions, de missions ou de prise de mesures urgentes concernant le Centre d'Accueil seront adressées au Dispatching de la Zone de police, qui est joignable au numéro 02/788.53.43.

Afin de permettre et de faciliter ces interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le New Samusocial veillera à ce que la porte principale du Centre d'Accueil soit toujours munie d'un système permettant 24h sur 24 et 7j sur 7 aux membres du Service Intervention de la Zone de police de pénétrer dans le Centre d'Accueil sans délai et sans devoir bénéficier de l'assistance du personnel du New Samusocial ou de toute autre personne se trouvant dans le Centre d'Accueil. Il est évident que cette solution ne sera utilisée que si le garde en principe présent à l'accueil du centre n'est pas en mesure d'y donner accès aux policiers ! En outre, le New Samusocial s'assurera qu'un membre de son personnel est en permanence joignable au numéro 02/267.67.02 pour toute question, demande ou nécessité d'intervention de la zone de police.

Dans le cadre des organes de concertation mentionnés à l'article 6 du Protocole et sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 10 du Protocole, la Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront d'élaborer conjointement des modalités d'action permettant de faciliter les interventions, missions ou prises de mesures urgentes de la Zone de police.

7.4 Tous les contacts avec les médias au sujet d'une intervention, mission ou prise de mesures de police administrative ou judiciaire en général et prises par la Zone de police en particulier, concernant le Centre d'Accueil, doivent être renvoyés au Chef de Corps et au Directeur du Centre d'Accueil, qui s'adresseront aux médias après s'être concertés et, en ce qui concerne le Chef de Corps, après consultation des autorités judiciaires et administratives concernées.

Article 8 – Collaboration concernant l'information des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil

8.1 Le Centre d'Accueil organisera, à chaque nouvelle arrivée de demandeur(s) de protection internationale, une séance d'accueil expliquant les règles de fonctionnement du Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil sensibilisera également ses résidents sur certaines questions spécifiques (par exemple le traitement des déchets, les règles à respecter sur la voie publique ou la sécurité dans les transports) que le Centre d'Accueil considérerait comme particulièrement importantes ou auxquelles la Zone de police lui aurait demandé de prêter une attention particulière. Dans ce dernier cas, le Centre d'Accueil pourra demander l'assistance de la Zone de police pour sensibiliser ses résidents sur cette ou ces questions spécifiques.

8.2 La Zone de police réalisera un flyer d'information destiné aux résidents du Centre d'accueil, détaillant les règles de sécurité qui doivent être suivies au sein de la Commune d'Etterbeek en général et du quartier de la place Jourdan en particulier, notamment lors des événements d'ampleur internationale qui y sont organisés.

8.3 La Zone de police se tient à la disposition du Centre d'Accueil pour organiser, à une date à convenir, un workshop sur le rôle et les missions de la police belge ainsi que les droits et devoirs des citoyens. La Zone de police pourra également aborder à l'occasion de ce workshop des thèmes spécifiques touchant à la sécurité des riverains et des résidents du Centre d'accueil que le Centre d'Accueil aurait portés à son attention.

Article 9 – Sommets européens, événements d'ampleur internationale et vie quotidienne autour du centre

9.1 Lors des sommets européens et événements d'ampleur internationale qui se tiendront à Bruxelles et pour toute la durée de chaque sommet, le New Samusocial peut, en concertation avec la police, mettre à disposition 4 agents pour le contrôle d'accès ou la surveillance d'un périmètre de sécurité qui sera déterminé par le Bourgmestre, sur avis du Chef de Corps.

Ces agents pourront également patrouiller dans ce périmètre.

La mission et les prérogatives précises de ces agents de sécurité seront également déterminées par une ordonnance du Conseil Communal d'Etterbeek et ce, dans le cadre de la loi du 2 octobre 2017 réglant la sécurité privée et particulière.

La Zone de police s'engage à communiquer les dates des sommets européens et événements d'ampleur internationale pour lesquels le New Samusocial devra fournir les services décrits ci-dessus le plus tôt possible et au plus tard 48h avant le moment où ces services sont requis. Ces informations seront communiquées à Madame Sonia Mendès et Madame Marina Delhumeau.

9.2 Durant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale, le New Samusocial s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre un déroulement paisible de ceux-ci. Il s'engage notamment à :

- encourager les résidents à ne pas sortir du Centre d'Accueil pendant des créneaux horaires que la Zone de police considère plus critiques du point de vue de la sécurité, comme par exemple les heures d'arrivée et de départ des délégations étrangères, étant entendu qu'aucune interdiction de sortie ne pourra être imposée.

- encourager les résidents du Centre d'Accueil à ne pas recevoir de visite pendant toute la durée des sommets européens et événements d'ampleur internationale dont les dates auront été communiquées en application de l'article 9.1 du Protocole, étant entendu qu'aucune interdiction de visite ne pourra être imposée.

La Zone de police s'engage à communiquer ces créneaux horaires plus critiques au New Samusocial le plus tôt possible compte tenu de l'ensemble des impératifs de sécurité à considérer. Ces informations seront communiquées à Mme Sonia Mendès.

Pendant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale la Personne de Contact de la Zone de police et la personne de contact pour le Centre d'Accueil veilleront à rester en permanence joignables aux numéros de téléphone indiqués au point 1.3 du Protocole pour régler les mouvements et incidents dus aux résidents du Centre d'Accueil.

9.3 Le New Samusocial mettra en place fréquemment, avec une attention particulière les soirs et les week-ends, des maraudes avec plusieurs agents issus de son personnel dans le quartier. Le tout, en collaboration avec le service de la prévention communale, afin de pouvoir sensibiliser les résidents qui se promènent à proximité du centre aux dynamiques sociales et économiques du quartier et prévenir ainsi toute problématique éventuelle.

Article 10 – Plans d'urgence

10.1 Le New Samusocial, en sa qualité de gestionnaire du Centre d'Accueil, transmettra à la Zone de police, dans les meilleurs délais et au plus tard le 15.06.2022, son Plan Interne d'Urgence ainsi que les plans détaillés du Centre d'Accueil, en ce compris les plans du site une fois finalisés.

10.2 La commune d'Etterbeek évaluera l'opportunité de rédiger, sur cette base, un Plan Particulier d'Urgence et d'Intervention pour le Centre.

Article 11 - Durée de la convention

Le présent protocole prendra fin de plein droit le 30.09.2022, sans tacite reconduction ni possibilité de prolongation quelconque.

Fait à ETTERBEEK, le _____, en 4 originaux, chacune des Parties ayant reçu un original.

Pour le New Samusocial,

Pour Fedasil

Pour la Zone de police Montgomery

Pour la Commune d'Etterbeek

Intentieverklaring betreffende het Froissart-opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming - Verlenging.

De gemeenteraad,

overwegende dat New Samusocial van Fedasil het beheer heeft gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek, en dat sinds 26 mei 2021;

overwegende dat de politiezone Montgomery en New Samusocial wilden samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek; dat het was aangewezen om de krijtlijnen van de samenwerking vast te leggen in een protocolakkoord tussen alle partijen;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28.06.2021 houdende goedkeuring van een protocolakkoord hierover;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20.12.2021 heeft beslist om die samenwerking te verlengen tot 31.05.2022;

overwegende dat Fedasil op 25.04.2022 aan de gemeente Etterbeek heeft geschreven dat, ondanks het feit dat Fedasil en New Samusocial al verschillende maanden bezig zijn met de voorbereiding van de verhuizing van de bewoners van het centrum in Etterbeek naar een andere locatie, verschillende onvoorziene problemen, waaronder de overstromingen van juli 2021 en verschillende internationale crisissen, het onmogelijk hebben gemaakt om deze verhuizing op de geplande datum uit te voeren; dat Fedasil daarom verzoekt om de sluiting van het opvangcentrum in Etterbeek tot 01.10.2022 uit te stellen;

overwegende dat de partijen overeenkomen dat er geen verlenging meer zal gebeuren na die datum;

overwegende dat het protocol dat in juni en december 2021 werd goedgekeurd moet worden aangepast;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

BESLIST om het onderstaande protocolakkoord goed te keuren.

Protocolakkoord betreffende het opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming Froissart

TUSSEN:

- New Samusocial waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Poincarélaan 68 in 1070 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Roy Sébastien in zijn hoedanigheid van algemeen directeur,

Hierna “New Samusocial” genoemd,

EN:

- Fedasil waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Kartuizersstraat 21 in 1000 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Michael Kegels in zijn hoedanigheid van algemeen

directeur,

Hierna “Fedasil” genoemd,

EN:

- De politiezone Montgomery, waarvan de zetel is gelegen op de Sint-Pieterssteenweg 122 in 1040 Brussel en die wordt vertegenwoordigd door de heer Olivier Maingain, voorzitter van het politiecollege, en de heer Michaël Jonniaux, korpschef,

Hierna de “politiezone” genoemd,

EN:

- De gemeente Etterbeek, gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

Hierna de “gemeente” genoemd,

De partijen van dit protocolakkoord (hierna “protocol” genoemd) worden samen “de partijen genoemd” genoemd.

WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT:

New Samusocial heeft op 26 mei 2021 van Fedasil het beheer gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek (hierna “opvangcentrum” genoemd).

De politiezone en New Samusocial willen samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek.

De bedoeling van dit protocol is om de elementen te bepalen die van essentieel belang zijn voor de samenwerking tussen de partijen met betrekking tot het beheer van het opvangcentrum en dat voor een periode die eindigt op 30.09.2022 (zonder mogelijkheid tot verlenging, wat elk van de partijen formeel aanvaardt).

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Aansprakelijkheid, vertegenwoordiging en contactpersoon

1.1 Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat New Samusocial en Fedasil hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de naleving van alle verplichtingen die worden opgelegd aan het opvangcentrum door het protocol.

1.2 Voor de uitvoering van dit protocol en in het bijzonder artikel 6 wordt de politiezone vertegenwoordigd door zijn korpschef, de heer Michaël Jonniaux, en wordt het opvangcentrum vertegenwoordigd door de algemeen coördinatrice, mevrouw Marina Delhumeau, onverminderd de bepalingen die de wettelijke vertegenwoordiging van de politiezone en het opvangcentrum regelen.

1.3 De politiezone en het opvangcentrum duiden elk een van hun leden aan om de uitvoering van het protocol dagelijks op te volgen en om op te treden als contactpersoon en aanspreekpunt voor alle vragen in verband met het dagelijkse beheer van het opvangcentrum. Behalve wanneer een specifieke bepaling anders beslist, gebeurt de uitwisseling van informatie in het kader van dit protocol via de onderstaande personen.

Voor de politiezone gaat het over Dhr. Frédéric Walkyse (hierna de “contactpersoon van de politiezone” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 0490 14 13 07 en via e-mail

naar frederic.walkyse@police.belgium.eu.

Voor het opvangcentrum is dat mevrouw Sonia Mendès (hierna de “contactpersoon van het opvangcentrum” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 0488 92 07 45 en via e-mail naar sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Zowel de korpschef als de contactpersoon van de politiezone zullen de burgemeester van de gemeente Etterbeek op de hoogte brengen van alle belangrijke feiten die hen in het kader van de uitvoering van dit protocol ter kennis worden gebracht.

Artikel 2 – Controle en inschrijving van de verzoekers om internationale bescherming die aankomen in het opvangcentrum

2.1 Het opvangcentrum stuurt de contactpersoon van de politiezone elke dag een lijst van de verzoekers om internationale bescherming die in de afgelopen 24 uur zijn aangekomen in het opvangcentrum of die het opvangcentrum hebben verlaten. Die lijst bevat de naam, de voornaam en de geboortedatum van de verzoekers om internationale bescherming, hun gezinssamenstelling, hun rijksregisternummer, het nummer van de kamer die hen werd toegewezen in het opvangcentrum en informatie over hun statuut in het kader van de procedures die hun aanwezigheid in het opvangcentrum rechtvaardigen.

2.2 In de mate van het mogelijke onderneemt de politiezone in de week volgend op de aankomst van elke verzoeker om internationale bescherming in het opvangcentrum voor zover de nodige documenten aan de gemeente Etterbeek werden bezorgd de nodige administratieve stappen om te helpen bij de inschrijving van elke verzoeker om internationale bescherming in de gemeente Etterbeek. Om de verblijfscontroles die in dit kader moeten worden uitgevoerd doeltreffend te laten verlopen, kan de politiezone ervoor kiezen om de datum van de controle op voorhand mee te delen aan het opvangcentrum. In dat geval brengt het opvangcentrum vervolgens alle verzoekers om internationale bescherming voor wie de verblijfscontrole wordt uitgevoerd op de hoogte van die datum en vraagt het hen om aanwezig te zijn op de dag van de controle.

Artikel 3 – Identificatie

3.1 Het opvangcentrum vraagt aan elke verzoeker om internationale bescherming om op elk moment alle wettelijke documenten bij zich te hebben die hen kunnen identificeren, zowel in het opvangcentrum als erbuiten.

3.2 Bij aankomst in het opvangcentrum ontvangt elke verzoeker om internationale bescherming een persoonlijke badge met daarop zijn naam, voornaam en foto. Die badge is in geen geval een wettelijk identiteitsdocument, maar hij geeft de verzoeker om internationale bescherming gemakkelijker toegang tot bepaalde diensten die worden aangeboden in het opvangcentrum.

Het opvangcentrum raad de verzoekers om internationale bescherming aan om hun persoonlijke badge permanent te dragen met het oog op een snelle identificatie aangezien het dragen van de persoonlijke badge in geen geval kan worden verplicht.

Artikel 4 – Informatie over incidenten en potentiële veiligheidsrisico's

Over incidenten die zich voordoen in het centrum wordt voortdurend gecommuniceerd tussen Fedasil en New Samusocial.

Bovendien wordt van elk incident een interne risicoanalyse en een incidentenfiche gemaakt door New Samusocial.

Fedasil heeft twee procedures uitgewerkt om incidenten te melden: “Gemene recht” en “Radicalisme”. Die twee procedures vertalen zich concreet in het gebruik van twee formuliermodellen.

Over het algemeen bezorgt New Samusocial elke incidentenfiche aan Fedasil en tegelijkertijd ook een

kopie aan de contactpersoon van de politie.

De formulieren “Radicalisme” worden geanalyseerd door Fedasil, die deze formulieren vervolgens verwerkt tot fiches voor de dienst Vreemdelingenzaken. Een kopie van die fiches wordt tegelijkertijd bezorgd aan de contactpersoon van de politiezone.

Artikel 5 – Uitwisseling van informatie tussen het opvangcentrum en de politiezone

5.1 Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn, zorgt het opvangcentrum ervoor dat het elke dag alle informatie meedeelt aan de politiezone waarover het beschikt in verband met de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven. Behalve hetgeen wordt vermeld in punten 2.1 en 3.1 van het protocol omvat die informatie ook de familiebanden met andere verzoekers om internationale bescherming die in het centrum verblijven, de status van de procedures waarin de verzoeker om internationale bescherming is betrokken en een foto.

5.2 Het opvangcentrum houdt een register bij van alle personen die het opvangcentrum binnenkomen als bezoeker. Dat register wordt ingevuld op basis van de identiteitskaart die elke bezoeker moet voorleggen. De informatie uit dat register wordt op eenvoudig verzoek doorgestuurd naar de politiezone in strikte navolging van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

Het opvangcentrum informeert de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk en op eigen initiatief van alle verdachte personen en voertuigen die worden opgemerkt in de buurt van het opvangcentrum. Als het van mening is dat de aanwezigheid van verdachte perso(o)n(en) en/of voertuig(en) dringende maatregelen vereist, brengt het de dispatching van de politiezone op de hoogte in overeenstemming met punt 7.3 van het protocol.

5.3 Onverminderd de bepaling uit artikel 4 van het protocol brengt het opvangcentrum de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk op de hoogte van elk incident dat zich voordoet in de openbare ruimte en waarbij een verzoeker om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijft is betrokken alsook van alle risico's die werden geïdentificeerd of verdacht in en rond het opvangcentrum, in het bijzonder om de veiligheid te garanderen van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven en van het personeel van New Samusocial.

Het opvangcentrum bereidt een overzicht van die “incidenten en veiligheidsrisico's voor” en de inhoud ervan wordt dagelijks meegedeeld aan de contactpersoon van de politiezone in strikte naleving van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

5.4 Onverminderd de bepaling uit artikel 9 van het protocol communiceren het opvangcentrum en de politiezone via hun contactpersonen met elkaar over activiteiten of evenementen die plaatsvinden in de buurt van het opvangcentrum en die een verhoogde waakzaamheid op het vlak van openbare orde zouden kunnen rechtvaardigen of maatregelen in verband met de veiligheid van het opvangcentrum, van de personen die er verblijven of werken en van de buurtbewoners of in verband met de mobiliteit.

Artikel 6 – Overlegmodaliteiten

6.1 De contactpersonen uit punt 1.3 van het protocol nemen regelmatig contact op met elkaar om de dagelijkse problemen te bespreken die zich voordoen in het kader van het protocol en de werking van het opvangcentrum alsook alle informatie, vragen en instructies in verband met de veiligheid in en rond het opvangcentrum.

6.2 De vertegenwoordigers van het opvangcentrum en de politiezone uit punt 1.2 van het protocol organiseren elke maand een globaal overleg. Tijdens dat overleg worden alle aspecten van dit protocol geëvalueerd. Op basis van een samenvatting van de relevantie informatie maken de deelnemers van het globaal overleg een analyse van de situatie van het opvangcentrum en zijn bewoners op het vlak van de veiligheid.

De plaats, de datum, het uur en de andere praktische afspraken in verband met dat globaal overleg worden onderling afgesproken tussen de deelnemers. De resultaten van het globaal overleg zijn in

geen geval bedoeld voor publicatie, maar zullen worden gebruikt om de samenwerking tussen de partijen te verbeteren en eventuele verbeteringen te formuleren en door te voeren.

Artikel 7 – Interventies in het opvangcentrum

7.1 In het kader van de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die de politiezone neemt op eigen initiatief, op vraag van de gerechtelijke of bestuurlijke autoriteiten of als reactie op een vraag om bijstand van het opvangcentrum, wordt een onderscheid gemaakt tussen dringende opdrachten, interventies en maatregelen en niet-dringende opdrachten, interventies en maatregelen.

Er is sprake van dringendheid wanneer de politiezone onmiddellijk opdrachten of interventies moet uitvoeren of maatregelen moet nemen in het kader van de uitvoering van een of meerdere van haar opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie.

7.2 In het geval van niet-dringende opdrachten, interventies of maatregelen zal de politiezone zoveel mogelijk overleggen met het opvangcentrum. Onverminderd de strikte naleving van de wettelijke bepalingen die de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die worden genomen door de politiezone regelen, zowel op gerechtelijk als bestuurlijk vlak, wordt informatie uitgewisseld tussen het opvangcentrum en de politiezone om ervoor te zorgen dat de opdrachten, de interventies en de maatregelen zo goed mogelijk verlopen met respect voor het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven. In de mate van het mogelijke houdt de politiezone in dat opzicht rekening met de maatregelen die het opvangcentrum zou kunnen formuleren.

Het opvangcentrum tracht van tevoren en binnen de grenzen van zijn mogelijkheden maatregelen te treffen om de door de politiezone aangekondigde opdracht, interventie of maatregel te vergemakkelijken. Tijdens die opdracht of interventie of tijdens de uitvoering van die maatregelen, zal het opvangcentrum alles in het werk stellen om ervoor te zorgen dat de politiezone in goede omstandigheden kan werken. De acties die kunnen worden ondernomen om de politiezone bij te staan, zijn met name het begeleiden van de leden van de politiezone naar de lokalen waar de betrokken bewoners verblijven, het helpen bij de voorbereiding van de bagage in geval van overbrenging van één of meer bewoners, het op afstand houden van derden, het deëscaleren van de communicatie met de bewoners van het opvangcentrum, de terbeschikkingstelling van een ruimte waar de politiezone onder goede omstandigheden gesprekken kan voeren of verhoren kan afnemen of elke andere actie waarom de leden van de politiezone redelijkerwijs verzoeken, met strikte inachtneming van de wettelijke bepalingen betreffende de activiteit en de prerogatieven van elk van de partijen.

In het geval van een interventie om een bewoner van het opvangcentrum over te brengen naar een gesloten centrum zal de politiezone die interventie voorbereiden in overleg met het opvangcentrum en de dienst Vreemdelingenzaken. De politiezone en het opvangcentrum zullen alles in het werk stellen om in overleg te werk te gaan zodat de interventie voor de overbrenging kan worden uitgevoerd met respect voor het privéleven van de bewoners van het opvangcentrum.

7.3 In het kader van dringende interventies, opdrachten of maatregelen stelt het opvangcentrum eveneens alles in het werk om ervoor te zorgen dat de politiezone onder goede omstandigheden kan werken en de politiezone zal in de mate van het mogelijke alles in het werk stellen om het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven te respecteren. Aanvragen voor dringende interventies, opdrachten of maatregelen in verband met het opvangcentrum worden bezorgd aan de dispatching van de politiezone, die bereikbaar is op het nummer 02 788 53 43. Om deze dringende interventies, opdrachten of maatregelen mogelijk te maken en te vergemakkelijken, zal New Samusocial ervoor zorgen dat de hoofdingang van het opvangcentrum steeds is uitgerust met een systeem dat de leden van de Interventiedienst van de politiezone 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 in staat stelt om het opvangcentrum onmiddellijk te betreden zonder te moeten worden bijgestaan door het personeel van New Samusocial of enig ander persoon in het opvangcentrum. Het spreekt voor zich dat deze oplossing enkel wordt gebruikt als de bewaker die in

principe aanwezig is aan het onthaal van het centrum niet in staat is om de politieagenten toegang te geven! Bovendien zal New Samusocial ervoor zorgen dat er altijd een personeelslid bereikbaar is op het nummer 02 267 67 02 voor vragen, verzoeken of interventies van de politiezones.

In het kader van de overlegorganen uit artikel 6 van het protocol en onverminderd de bepaling uit artikel 10 van het protocol zullen de politiezone en het opvangcentrum alles in het werk stellen om samen actiemiddelen uit te werken om de dringende interventies, opdrachten of maatregelen van de politiezone te vergemakkelijken.

7.4 Alle contacten met de media over een interventie, een opdracht of een maatregelen van bestuurlijke of gerechtelijke politie in het algemeen uitgevoerd door de politiezone in het bijzonder betreffende het opvangcentrum, moeten worden doorverwezen naar de korpschef en de directeur van het opvangcentrum, die zich tot de media zullen richten na onderling overleg en, wat de korpschef betreft, na overleg met de bevoegde gerechtelijke en bestuurlijke autoriteiten.

Artikel 8 – Samenwerking in verband met de informatie van verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven

8.1 Het opvangcentrum organiseert voor elke nieuwe verzoeker om internationale bescherming een onthaalsessie waarop de werkingsregels van het opvangcentrum worden uitgelegd.

Het opvangcentrum zal zijn bewoners ook sensibiliseren in verband met bepaalde specifieke zaken (bijvoorbeeld afvalverwerking, regels op de openbare weg of veiligheid in het verkeer) die het opvangcentrum bijzonder belangrijk vindt of waarvoor de politiezone zou hebben gevraagd om er bijzondere aandacht aan te besteden. In dat laatste geval kan het opvangcentrum de hulp van de politiezone vragen om zijn bewoners te sensibiliseren in verband met die specifieke zaken.

8.2 De politiezone maakt een infolyer voor de bewoners van het opvangcentrum. Die flyer geeft een gedetailleerd overzicht van de veiligheidsregels die in de gemeente Etterbeek in het algemeen en in de wijk rond het Jourdanplein moeten worden nageleefd, in het bijzonder wanneer er internationale evenementen worden georganiseerd.

8.3 De politiezone staat ter beschikking van het opvangcentrum om, op een datum die zij overeenkomen, een workshop te organiseren over de rol en de taken van de Belgische politie en over de rechten en plichten van de burgers. De politiezone kan tijdens die workshop ook specifieke thema's aankaarten in verband met de veiligheid van de buurtbewoners of de bewoners van het opvangcentrum waarop het opvangcentrum de aandacht zou hebben gevestigd.

Artikel 9 – Europese toppen, internationale evenementen en dagelijks leven rond het centrum

9.1 Wanneer er Europese toppen of internationale evenementen plaatsvinden in Brussel en voor de volledige duur van elke top kan New Samusocial in overleg met de politie 4 agenten ter beschikking stellen voor toegangscontrole of bewaking van een veiligheidsperimeter, die wordt ingesteld door de burgemeester, op advies van de korpschef.

Die agenten kunnen ook patrouilleren in die perimeter.

De specifieke taken en voorrechten van die veiligheidsagenten worden ook vastgelegd in een verordening van de gemeenteraad van Etterbeek en dat in het kader van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

De politiezone verbindt zich ertoe de datum van de Europese toppen en internationale evenementen waarvoor New Samusocial de hierboven beschreven diensten moet leveren zo snel mogelijk en uiterlijk 48 uur voordat die diensten zijn vereist mee te delen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès en mevrouw Marina Delhumeau.

9.2 Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen verbindt New Samusocial zich ertoe om alle nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat die Europese toppen en internationale evenementen vreedzaam verlopen. New Samusocial verbindt zich er in het bijzonder toe om:

- de bewoners aan te moedigen om het opvangcentrum niet te verlaten tijdens de uren die volgens de politiezone kritiek zijn vanuit veiligheidsoogpunt zoals het uur van aankomst en vertrek van de buitenlandse delegaties, met dien verstande dat er geen enkel uitgaansverbod kan worden opgelegd.
- de bewoners van het opvangcentrum aan te raden om geen bezoek te ontvangen tijdens de volledige duur van de Europese toppen en internationale evenementen waarvan de datums zullen worden meegedeeld in toepassing van artikel 9.1 van dit protocol, met dien verstande dat er geen enkel verbod op bezoek kan worden opgelegd.

De politiezone verbindt zich ertoe die meest kritieke uren zo snel mogelijk mee te delen aan New Samusocial rekening houdend met alle veiligheidsmaatregelen die in acht moeten worden genomen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès.

Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen zorgen de contactpersoon van de politiezone en de contactpersoon van het opvangcentrum ervoor dat ze permanent bereikbaar zijn op de telefoonnummers die worden vermeld in punt 1.3 van het protocol om de bewegingen en incidenten die te wijten zijn aan bewoners van het opvangcentrum op te lossen.

9.3 New Samusocial zal regelmatig, en met bijzondere aandacht voor avonden en weekenden, patrouilles opzetten met verschillende medewerkers van zijn personeel in de wijk. Dat alles in samenwerking met de gemeentelijke preventiedienst om de bewoners die in de buurt van het centrum rondwandelen te sensibiliseren voor de sociale en economische dynamieken in de week en zo eventuele problemen te vermijden.

Artikel 10 – Noodplannen

10.1 Als beheerder van het opvangcentrum bezorgt New Samusocial zijn intern noodplan en de gedetailleerde plannen van het opvangcentrum, met inbegrip van de plannen van de site zodra die klaar zijn, zo snel mogelijk en uiterlijk op 15 juni 2022 aan het opvangcentrum.

10.2 De gemeente Etterbeek zal op basis daarvan nagaan of het opportuun is om een specifiek nood- en interventieplan op te stellen voor het centrum.

Artikel 11 – Duur van de overeenkomst

Dit protocol eindigt van rechtswege op 30.09.2022 zonder stilzwijgende verlenging of mogelijkheid tot welke verlenging dan ook.

Opgemaakt in ETTERBEEK op _____ in 4 originele exemplaren waarvan elke partij een origineel heeft ontvangen.

Voor New Samusocial

Voor Fedasil

Voor de politiezone Montgomery

Voor de gemeente Etterbeek

2 annexes / 2 bijlagen

Meldingsfiche Radicalisme.xlsx, Fedasil - Fiche de Signalement - Radicalisme.xlsx

Affaires générales - Algemene Zaken

6 Convention d'occupation précaire entre l'asbl Urban Step et la Commune - Modification

Le Conseil Communal,

Considérant la demande de l'ASBL Urban Step, association etterbeekoise développant plusieurs activités auprès de centaines de jeunes de la commune ;

Considérant leurs recherches depuis plusieurs années dans le but d'occuper un local et leurs impératifs en matière de gestion administrative et de développement de leurs activités ;

Considérant que le local situé dans l'aile droite du Parc de Fontenay est désormais disponible ;

Considérant qu'ils souhaitent y centraliser leurs activités couture, de rattrapage scolaire, d'informatique et d'ateliers multimédias notamment ;

Sous réserve de l'avis du SIAMU ;

DECIDE d'approuver la modification à la convention d'occupation précaire en annexe entre L'ASBL Urban Step et la Commune pour l'occupation du local situé dans l'aile droite du Parc de Fontenay-Sous-Bois et du petit local fermé situé à gauche de la « salle des blés murs » ci-dessous

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Entre la Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, « propriétaire » ;

Ci-après « La Commune »

Et l'A.S.B.L Urban Step, représentée par son président M. Hamza Dahdouh, domicilié au 18, rue Général Fivé boîte 20 et ci-après dénommée « l'A.S.B.L. Urban Step »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet

La Commune consent un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable à l'A.S.B.L Urban Step, portant sur l'aile droite du pavillon situé dans les Jardins de Fontenay-sous-Bois à Etterbeek ainsi que sur le petit local fermé situé à gauche de la « salle des blés murs » afin qu'ils y développent et centralisent leurs activités pour de nombreux jeunes Etterbeekoïses : aide aux devoirs, ateliers de couture, de cuisine, projet multimédias, inscriptions aux activités sportives, etc. ainsi qu'un droit

L'A.S.B.L. Urban Step pourra mettre fin au contrat à tout moment, par lettre recommandée à la poste. La Commune peut mettre fin au contrat à tout moment, par lettre recommandée à la poste, en exposant le motif invoqué, avec congé d'un mois pour permettre à l'A.S.B.L. de rechercher de nouveaux locaux.

La mise à disposition prend cours le 7 mai 2019 et est octroyée pour une durée d'un an. Sauf renon donné par l'une des parties, celle-ci sera reconduite tacitement, à nouveau pour une durée d'un an.

Article 2: Entretien

Les charges d'entretien et de maintenance (frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et d'internet) sont à charge de l'A.S.B.L Urban step.

La Commune peut exiger de l'ASBL Urban Step, par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations qui lui incombent et de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

L'ASBL Urban Step devra permettre l'accès à la Commune ou à ses préposés ou à toute autre personne désignée par la Commune aux fins de procéder aux inspections et réparations rendues nécessaires, et de vérifier l'état des lieux général.

Lorsqu'une interruption des services du bâtiment est due à une cause échappant au contrôle de la Commune et pour autant que celle-ci ait fait preuve de soins raisonnables pour assurer le fonctionnement de ces services, ou leur remise en état, l'ASBL Urban Step ne pourra réclamer d'indemnité en raison des inconvénients

Article 3: Occupation

L'occupation gratuite est consentie à l'association exclusivement pour l'exercice des activités sociales définies par leurs statuts. Tout but de lucre entraîne à l'égard de l'A.S.B.L. Urban Step la déchéance du droit d'occupation gratuite concédé par la Commune.

Aucune autre association ne pourra occuper les lieux sans consentement exprès et écrit de la Commune.

Article 4: Charges

La Commune d'Etterbeek ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, d'internet, de gaz et d'électricité.

Article 5: Restitution

L'A.S.B.L. s'engage à jouir des lieux mis à disposition en bon père de famille. A la fin de la convention, l'A.S.B.L. Urban Step doit rendre les lieux libres de tout mobilier ou objets entreposés. Elle doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés à leurs charges.

Article 6: Précompte immobilier

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur l'immeuble par l'Etat, la Province, la Commune ou tout autre organe administratif sont à charge de la Commune.

Article 7: Travaux

L'A.S.B.L. Urban Step ne pourra apporter aucun changement, modification, construction ou démolition dans les lieux sans le consentement préalable, spécial et écrit de la Commune.

Article 8: Interdictions

L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 9: Assurance

Le propriétaire souscrira auprès de sa compagnie d'assurance une police d'assurance couvrant les risques incendie et périls connexes y compris la responsabilité civile de l'emprunteur. Les primes d'assurance sont en effet considérées comme partie des frais de gestion

Le preneur déclare renoncer, sans réserve, à tout recours contre le propriétaire du chef des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Enfin, l'A.S.B.L. Urban Step devra produire une copie du contrat d'assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir au personnel ou à toute personne amenée à fréquenter les lieux.

Article 10: Ouverture et Fermeture du local et des Jardins

La Commune se charge d'ouvrir et de fermer les Jardins.

Les responsables de l'A.S.B.L. veilleront à la fermeture des Jardins après leur activité, ainsi qu'à l'ouverture et à la fermeture du local mis à disposition. En dehors des heures d'ouverture du parc, les entrées de ce dernier, situées rue Général Fivé et rue des champs, doivent toujours être fermées, indépendamment de l'usage du local. Une clé du local et des Jardins seront remises à l'A.S.B.L. Urban Step. En cas de perte, la commune sera immédiatement avertie et les frais de remplacement seront à charge de l'A.S.B.L. L'usage du local ne pourra pas excéder 23h et ne pourra pas se faire avant 7h du

matin, sauf autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins.

Article 11

Le non-respect, par l'A.S.B.L. Urban Step, des dispositions de cette convention, pourra entraîner la résolution de cet accord, d'office et immédiate.

L'A.S.B.L. déclare renoncer, sans réserve, à tout recours contre le propriétaire du chef des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Article 12 : Election de domicile

L'A.S.B.L. Urban Step déclare élire domicile dans les lieux pendant toute la période d'occupation gratuite. Il en sera de même pour toutes les suites de la convention, même après qu'elle aura quitté les lieux si elle n'a pas notifié à la Commune l'existence d'un nouveau domicile en Belgique.

Article 13 : Enregistrement

L'enregistrement de la présente convention est obligatoire. La Commune se chargera de cet enregistrement.

Precaire bezettingsovereenkomst tussen de vzw Urban Step en de gemeente - Wijziging

De gemeenteraad,

gelet op de vraag van de vzw Urban Step, een Etterbeekse vereniging die verschillende activiteiten organiseert van honderden jongeren in de gemeente;

gelet op hun zoektocht van de voorbije jaren met als doel om een lokaal te vinden en op hun eisen in verband met het administratieve beheer en de ontwikkeling van hun activiteiten;

overwegende dat het lokaal zich in de rechtervleugel van het Fontenaypark bevindt voortaan beschikbaar is;

overwegende dat ze er in het bijzonder hun naaiactiviteiten, hun inhaalcurssussen, hun informaticalessen en multimediateworkshops willen centraliseren;

onder voorbehoud van het advies van de DBDMH;

BESLIST

om de wijziging van de onderstaande overeenkomst voor de precaire bezetting tussen de vzw Urban Step en de gemeente voor het gebruik van het lokaal gelegen in de rechtervleugel van het park van Fontenay-sous-Bois en het lokaaltje links van de zaal Blés Murs goed te keuren.

PRECAIRE BEZETTINGSOVEREENKOMST

Tussen de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, "eigenaar",

Hierna "de gemeente" genoemd,

En de vzw Urban Step, vertegenwoordigd door haar voorzitter de heer Hamza Dahdouh, gedomicilieerd Generaal Fivéstraat 18 bus 20 en hierna "de vzw Urban Step" genoemd

werd overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Onderwerp

De gemeente verleent de vzw Urban Step een precair en essentieel herroepbaar bezettingsrecht dat betrekking heeft op de rechtervleugel van het paviljoen gelegen in de tuinen van Fontenay-sous-Bois in Etterbeek en op het gesloten lokaaltje links van de zaal Blés Murs” zodat zij er hun activiteiten voor tal van jonge Etterbekenaren organiseren en centraliseren: huiswerkhulp, naaiworkshops, kookworkshops, multimediaproject, inschrijvingen voor sportactiviteiten, enz.

De vzw Urban Step kan op elk moment een einde maken aan het contract per aangetekend schrijven. De gemeente kan op elk moment een einde maken aan het contract per aangetekend schrijven met vermelding van de reden en met een opzegtermijn van een maand zodat de vzw nieuwe lokalen kan zoeken.

De terbeschikkingstelling treedt in werking op 7 mei 2019 en wordt toegekend voor een periode van een jaar. Behalve in geval van opzegging door een van de partijen wordt de terbeschikkingstelling stilzwijgend verlengd en dat opnieuw voor een periode van een jaar.

Artikel 2: Onderhoud

De onderhoudskosten (kosten voor het gebruik van water, gas, elektriciteit, telefoon en internet) zijn ten laste van de vzw Urban Step.

De gemeente kan per aangetekend schrijven van de vzw Urban Step eisen dat ze alle herstellingswerken uitvoert die op haar rusten en deze te beëindigen binnen twee maanden na verzending van dit aangetekend schrijven.

De vzw Urban Step moet toegang verlenen aan de gemeente, haar beambten of elke andere persoon die door de gemeente aangesteld wordt om de nodige inspecties en herstellingswerken uit te voeren en de algemene staat van de lokalen te controleren.

Als een onderbreking van de diensten in het gebouw te wijten is aan een reden die niet toerekenbaar is aan de gemeente en voor zover zij blijk geeft van redelijke zorgen om de werking van de diensten of het herstel ervan te garanderen, kan de vzw Urban Step geen schadevergoeding eisen voor de nadelen die er voor haar uit voortvloeien.

Artikel 3: Bezetting

De gratis bezetting wordt uitsluitend aan de vereniging verleend voor de uitvoering van de sociale activiteiten die in haar statuten opgenomen zijn. Elk winstoogmerk zal voor de vzw Urban Step het verval van het gratis bezettingsrecht toegekend door de gemeente tot gevolg hebben.

Geen enkele andere vereniging mag de lokalen gebruiken zonder uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de gemeente.

Artikel 4: Kosten

De gemeente Etterbeek is niet verantwoordelijk voor ongemakken of beschadigingen die zouden kunnen voortvloeien uit de distributie of installaties van water, gas en elektriciteit.

Artikel 5: Terugbezorging

De vzw verbindt zich ertoe de lokalen die ter beschikking worden gesteld als een goede huisvader te gebruiken. Aan het einde van de overeenkomst moet de vzw Urban Step de lokalen vrijmaken van alle meubilair of opgeslagen goederen. Bovendien moet zij de lokalen in nette staat achterlaten, zo niet dan worden de kosten voor verhuizing, schoonmaak of zelfs ontsmetting aan haar doorgerekend.

Artikel 6: Onroerende voorheffing

Alle belastingen en taksen van enigerlei aard die geheven worden door de staat, de provincie, de gemeente of een andere instelling zijn ten laste van de gemeente.

Artikel 7: Werken

De vzw Urban Step mag geen enkele verandering, wijziging, bouw of afbraak aanbrengen aan de lokalen zonder voorafgaande, speciale en schriftelijke toestemming van de gemeente.

Artikel 8 Verboden

Het gebruik van propaangas of butaangas in flessen is verboden op straffe van opzegging van het contract.

Artikel 9: Verzekering

De eigenaar zal bij zijn verzekeringsmaatschappij een verzekeringspolis aangaan die de risico's bij brand en aanverwante gevaren met inbegrip van de burgerlijke aansprakelijkheid van de verzekeringnemer dekt. De premies worden beschouwd als onderdeel van de beheerskosten.

De huurder verklaart, zonder voorbehoud, af te zien van elk verhaal tegen de eigenaar op gezag van de artikels 1386 en 1721 van het Burgerlijk Wetboek.

Tot slot moet de vzw Urban Step een kopie bezorgen van het verzekeringscontract dat haar aansprakelijkheid dekt voor elk personenongeval dat haar personeel of elke andere persoon die de lokalen regelmatig bezoekt dekt.

Artikel 10: Opening en sluiting van het lokaal en van de tuinen

De gemeente neemt de verantwoordelijkheid op zich om de tuinen te openen en te sluiten.

De verantwoordelijken van de vzw zullen ervoor zorgen dat ze de tuinen sluiten na hun activiteit en zullen ook het ter beschikking gestelde lokaal openen en sluiten. Buiten de openingsuren van het park moeten de ingang van het park, die zich op de Generaal Fivéstraat en de Veldstraat bevinden, altijd gesloten zijn, onafhankelijk van het gebruik van het lokaal. Er wordt een sleutel van het lokaal en van de tuinen overhandigd aan de vzw Urban Step. In geval van verlies zal de gemeente onmiddellijk op de hoogte worden gebracht en zijn de kosten voor de vervanging ten laste van de vzw. Het lokaal mag niet gebruikt worden na 23 uur 's avonds en niet voor 7 uur 's ochtends, behalve met voorafgaande toelating van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 11

De niet-naleving van de bepalingen van deze overeenkomst door de vzw Urban Step heeft ambtshalve en onmiddellijk de ontbinding van dit akkoord tot gevolg.

De vzw verklaart, zonder voorbehoud, af te zien van elk verhaal tegen de eigenaar op gezag van de artikels 1386 en 1721 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 12: Domiciliekeuze

De vzw Urban Step verklaart zich in de lokalen te vestigen tijdens de hele gratis bezettingsperiode. Hetzelfde geldt voor allen die de overeenkomst ondertekenen, zelfs nadat ze de lokalen verlaten zal hebben als ze bij de gemeente geen nieuwe woonplaats in België aangegeven heeft.

Artikel 13: Registratie

De registratie van deze overeenkomst is verplicht. De gemeente neemt die registratie voor haar rekening.

Onderhavig contract voor de preciaire bezetting treedt in werking op de dag na zijn goedkeuring door de gemeenteraad.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

7 Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **17/03/2022** ;

Objet : Immeubles 219, 221 et 233 avenue d'Auderghem – Fourniture de plaques d'inauguration - Approbation des conditions, des firmes et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 450,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17/03/2022 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **17/03/2022** werd genomen:

Onderwerp: Gebouwen gelegen 2019, 221 en 233 Oudergemlaan – Levering van inhuldigungsplaten - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 450,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17/03/2022 betreffende de

overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

Finances - Financiën

8 Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2023

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil Communal du **28 juin 2021** relative au même objet, expirant le 31 décembre 2022 ;

Vu l'article 170, §4, de la constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune d'Etterbeek, pour l'exercice 2023, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Fait en séance publique à Etterbeek, le **30 mai 2022**.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies – Dienstjaar 2023

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **28 juni 2021** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op 31 december 2022;

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1: Er worden voor het aanslagjaar 2023 ten voordele van de gemeente Etterbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3: Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek, op **30 mei 2022**.

9 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2023**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2023, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le **30 juin 2022** ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2023.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies – Dienstjaar 2023

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2023 in zoverre de gemeente voor **30 juni 2022** de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2023.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

10 **Avenant n°7 à la convention du 10/12/1998 conclue entre le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, le Gouvernement de Bruxelles-Capitale la commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek – Approbation**

Le conseil communal,

Vu la convention du 10 décembre 1998, conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la commune et le CPAS d'Etterbeek;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

DECIDE d'approuver l'avenant n° 7 de la convention en annexe, entre le Fonds Régional, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek.

Aanhangsel nr 7 aan de overeenkomst van 10/12/1998 tussen het Brussels Gewestelijke thesaurieën, de Brusselse hoofdstedelijke regering, de Gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de aanhangsel nr 7 van de overeenkomst van 10 december 1998 tussen het Brussels Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het verenigd college, de gemeente en het OCMW van Etterbeek;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT het aanhangsel nr 5, in bijlage, tussen het Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek toe te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

avenant n 7 Etterbeek 2022 projet.pdf, avenant n 7 Etterbeek 2022 NLprojet.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

11 **Renouvellement de la déclaration d'engagement de la bibliothèque communal néerlandophone**

d'Etterbeek pour la campagne "Boekstart" pour la période 2022- 2025.

Le conseil communal,

Considérant que l'A.S.B.L. « Iedereen Leest » est une organisation qui développe et coordonne à la demande des autorités flamandes des programmes et des campagnes pour la promotion de la lecture auprès de personnes de tous les âges et qui souhaite développer une culture de lecture forte et large en Flandres et à Bruxelles en collaboration avec les partenaires locaux et supralocaux ;

Considérant que le conseil communal, en sa séance du 24 août 2018, a approuvé la participation de la bibliothèque communale néerlandophone d'Etterbeek à la campagne « Boekstart » ;

Considérant que « Boekstart » est un projet et une campagne publique de l'A.S.B.L. « Iedereen Leest » ayant pour objectif de mettre les parents d'enfants jusque l'âge de 2,5 ans en contact avec les livres et de les sensibiliser à l'importance de la lecture et des livres pour les enfants entre 0 et 2,5 ans ;

Considérant que la bibliothèque communale néerlandophone d'Etterbeek a entamé une collaboration avec les crèches (néerlandophones) etterbeekoises et le bureau de consultation « Kind en Gezin » afin de réaliser « Boekenstart » ;

Considérant qu'à cet égard un paquet de livres pour bébés est prévu pour tous les bébés de 6 mois et un paquet de livres pour enfants en bas âge est prévu pour les enfants de 15 mois et ce afin de permettre à toute famille de disposer d'un certain nombre de livres pour les plus petits à la maison ;

Considérant qu'il s'agit d'un excellent moyen de faire connaître la bibliothèque communale néerlandophone d'Etterbeek aux jeunes familles ;

Considérant que la bibliothèque a fourni au bureau de consultation « Kind en Gezin » et aux crèches néerlandophones des paquets de livres avec un bon pour les enfants en bas âge pour les familles ayant un bébé de 6 mois depuis 2018 ;

Considérant que la bibliothèque fera parvenir au bureau de consultation « Kind en Gezin » et aux crèches néerlandophones le nombre nécessaire de paquets de livres avec un bon pour les enfants en bas âge pour les familles ayant un bébé de 6 mois ;

Considérant que par année, une moyenne de 70 bébés de 15 mois ont une place dans les crèches ou sont suivis par le bureau de consultation ; que d'après les estimations, 50 % d'entre eux échangeront leur bon pour le paquet pour enfants en bas âge à la bibliothèque ;

Considérant que l'achat de 35 paquets pour enfants en bas âge auprès de l'A.S.B.L. « Iedereen Leest » s'élève à 385 euros (TVA comprise) ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a déjà participé au à l'initiative « Boekstart » dans la période 2018-2021 ;

Considérant que l'A.S.B.L. « Iedereen Leest » demande aux communes participantes une déclaration d'engagement afin de continuer le projet « Boekstart » ;

DECIDE d'approuver le renouvellement de la déclaration d'engagement de la bibliothèque communale néerlandophone d'Etterbeek pour la campagne « Boekstart » pour la période 2022-2025 ;

Déclaration de participation au programme « Boekstart »

La commune d'Etterbeek,

représentée par Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones, et Annick Petit, secrétaire communale,

Déclare participer activement au programme « Boekstart » à partir de l'année 2022 et ce pour une période de 4 ans (sous réserve d'approbation annuelle du budget par l'administration communale).

Signatures :

Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones

Annick Petit, secrétaire communale

Muriel Geerinck, bibliothécaire

Els Michielsen, coordinatrice « Boekstart »

Sylvie Dhaene, directrice « Iedereen Leest »

Vernieuwing van de engagementsverklaring van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek voor de "Boekstart- campagne" voor de periode van 2022-2025.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat Iedereen Leest vzw een organisatie is die in opdracht van de Vlaamse Overheid leesbevorderingsprogramma's en campagnes voor jong en oud initieert en coördineert en samen met lokale en bovenlokale partners een sterke en brede leescultuur wil bouwen in Vlaanderen en Brussel;

Overwegende dat de gemeenteraad tijdens haar zitting van 24 augustus 2018 de instap van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek in de "boekstart- campagne" heeft goedgekeurd;

Overwegende dat Boekstart een project en publiekscampagne van Iedereen leest vzw met als doel ouders van kinderen tot 2.5jaar in contact te brengen met boeken en hen te overtuigen van het belang van voorlezen en boeken voor kinderen tussen 0 en ca 2.5jaar;

Overwegende dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek een samenwerking is aangegaan met de Etterbeekse (Nederlandstalige) kinderdagverblijven en het consultatiebureau van Kind en Gezin om Boekstart te realiseren;

Overwegende dat hiervoor een babyboekenpakket voor elke baby van 6 maanden oud en een peuterboekenpakket voor elke peuter van 15 maanden oud voorzien wordt en dit om elk gezin de mogelijkheid te bieden thuis een aantal boekjes te hebben voor de jongste kinderen;

Overwegende dat dit een uitstekende manier is om jonge gezinnen kennis te laten maken met de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek;

Overwegende dat de bibliotheek sinds 2018 babyboekenpakketten met peuterbon voor de gezinnen met een baby van 6 maanden bezorgt aan het consultatiebureau van Kind en Gezin en de Nederlandstalige kinderdagverblijven;

Gelet dat de bibliotheek de nodige boekenpakketten met peuterbon voor de gezinnen met een baby van 6 maanden zal bezorgen aan het consultatiebureau van Kind en Gezin en de Nederlandstalige kinderdagverblijven;

Gelet dat jaarlijks gemiddeld 70 baby's van 15 maanden oud een plaats hebben in de kinderdagverblijven of opgevolgd worden door het consultatiebureau; en dat naar schatting 50% de bon voor een peuterpakket zullen inruilen in de bibliotheek;

Gelet dat de aankoop van 35 peuterpakketten bij Iedereen leest vzw 385€ (incl btw) bedraagt;

Gelet dat de Gemeente Etterbeek reeds deelnam aan Boekstart in de periode 2018-2021;

Gelet dat Iedereen Leest vzw aan de deelnemende gemeenten een engagementsverklaring vraagt om Boekstart verder te zetten;

BESLIST om onderstaande de vernieuwing van de engagementsverklaring van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek voor de “Boekstart- campagne” voor de periode 2022-2025 goed te keuren

Verklaring deelname programma “Boekstart”

De gemeente Etterbeek

Vertegenwoordigd door Frank Van Bockstal, schepen voor Nederlandstalige aangelegenheden en Annick PETIT, gemeentesecretaris

Verklaart vanaf 2022 actief deel te nemen aan het programma Boekstart en dit voor de periode van 4 jaar (onder voorbehoud van de jaarlijkse goedkeuring van de begroting door het gemeentebestuur)

Handtekeningen:

Frank Van Bockstal, schepen voor Nederlandstalige aangelegenheden

Annick Petit, gemeentesecretaris

Muriel Geerinck, bibliothecaris

Els Michielsen , coördinator Boekstart

Sylvie Dhaene, directeur Iedereen leest vzw

2 annexes / 2 bijlagen

verklaring Boekstart 2022-2025.doc, Déclaration Boekstart 2022-2025_fre-BE.doc

Participation - Participatie

12 Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la troisième séance 2022

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 3^e séance :

1. CQ Chasse_2022_Séance 3_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Intervention des invités_ Prise de notes
2. Projet « Art et cellules commerciales vides »_Slides
3. Fiche projet_Animations et rencontres
4. Fiche projet_Commerces
5. Fiche projet_Donner, réparer, échanger
6. Fiche projet_Mobilité
7. Besoins pour avancer sur les projets

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la troisième séance 2022 du conseil de quartier de la Chasse.

Wijkraad De Jacht - Verslag van de derde zitting 2022

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de derde zitting:

1. WR Jacht_2022_Zitting 3_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Tussenkost van de sprekers_Notities
2. Project "Kunst en leegstaande handelsruimten" _Slides
3. Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen
4. Projectfiche_Handelszaken
5. Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen
6. Projectfiche_Mobiliteit
7. Behoeften voor vooruitgang projecten

NEEMT KENNIS van het verslag van de derde zitting 2022 van de wijkraad De Jacht.

16 annexes / 16 bijlagen

A7_Besoins pour avancer sur les projets.pdf, A3_Fiche projet_Animation et rencontres.pdf, B4_Projectfiche_Handelszaken.pdf, B2_Project Kunst en leegstaande handelsruimten_Slides.pdf, A6_Fiche projet_Mobiliteit.pdf, CQ Chasse_2022_Séance 3_PV.pdf, B3_Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen.pdf, WR Jacht_2022_Zitting 3_Verslag.pdf, B7_Behoeften voor vooruitgang projecten.pdf, A2_Projet Art et cellule vide_Slides.pdf, A5_Fiche projet_Donner, réparer, échanger.pdf, B6_Projectfiche_Mobiliteit.pdf, A4_Fiche projet_Commerces.pdf, B1_Tussenkost van de sprekers_Notities.pdf, B5_Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen.pdf, A1_Intervention des invités_Prise de note.pdf

13 **Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la quatrième séance 2022**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 4^e séance :

1. CQ JSP_2022_Séance 4_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Synthèse des explorations_Besoins, public, lieux, pistes d'action
2. Rencontre avec les membres du Collège_Prise de notes
3. Poster philosophie_Propriété publique
4. Poster philosophie_Verdurisation
5. Poster philosophie_Vivre-ensemble
6. Fiche projet_Canevas

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la quatrième séance 2022 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Wijkraad Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de vierde zitting 2022

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 4^{de} zitting:

1. WR JSP_2022_Zitting 4_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Synthèse van de verkenningsfase_Behoefden, doelgroep, locaties, actiepistes
2. Ontmoeting met de leden van het college_Notities
3. Poster philosophie_Openbare netheid
4. Poster philosophie_Vergroening
5. Poster philosophie_Samenleven
6. Projectfiche_Model

NEEMT KENNIS van het verslag van de vierde zitting 2022 van de wijkraad Jourdan Sint-Pieter.

14 annexes / 14 bijlagen

A5_Poster Philosophie_Vivre-ensemble.pdf, A2_Rencontre avec les membres du Collège_Prise de notes.pdf, B5_Poster Philosophie_Samenleven.pdf, A6_Fiche projet_Canevas.pdf, B2_Ontmoeting met de leden van het college_Notities.pdf, A1_Synthèse des explorations_Besoins, public, lieux, pistes d'action.pdf, B1_Synthèse van de verkenningsfase_Behoefden, doelgroep, locaties, actiepistes.pdf, A3_Poster Philosophie_Propreté publique.pdf, A4_Poster Philosophie_Verdurisation.pdf, WR JSP_2022_Zitting 4_Verslag.pdf, CQ JSP_2022_Séance 4_PV.pdf, B3_Poster Philosophie_Openbare netheid.pdf, B6_Projectfiche_Model.pdf, B4_Poster Philosophie_Vergroening.pdf

Achats - Aankopen

14 Service Public Régional de Bruxelles – Ordonnance du 16 juillet 1998 modifié par l’Ordonnance du 20 juillet 2016 relative à l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public – Programme Triennal d’Investissement 2022-2024 – Approbation du programme

Le conseil communal,

Vu l’ordonnance du 20 juillet 2016 modifiant l’ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l’octroie subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé, en séance du 25 octobre 2018, d’octroyer une dotation de **706.027,00€** pour le triennat 2022-2024 ;

Considérant que le service des Travaux publics (division « Voirie ») propose d’utiliser une partie de cette dotation pour le renouvellement de divers trottoirs dont le coût estimé des travaux s’élève à 600.000,00 € TVAC et que cette dépense est inscrite au budget extraordinaire de 2022 avec une réalisation en 2023 :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2022	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Pervyse, Tervaete et Ramskapelle	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Total subside sollicité			420.000,00 €

Considérant que la Commune sollicite 70% de l'enveloppe du subsidie pour ce projet car celui-ci rentre dans le cadre des priorités du Plan Régional de Développement ;

Considérant que ce programme peut être modifié en cours de triennat par l'ajout, la suppression ou la modification de projets ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE d'arrêter le programme triennal d'investissement 2022-2024 repris en annexe de la présente délibération et d'introduire la demande de subsides correspondante en temps utile.

Cette délibération sera transmise au Pouvoir subsidiant.

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Ordonnantie van 16 juli 1998 gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de realisatie van investeringen van openbare nut aan te moedigen – Driejaarlijksplan 2022-2024 – Goedkeuring van het programma

De Gemeenteraad,

Gezien de Ordonnantie van 20 juli 2016 wijzigend de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de uitvoering van investeringen van openbare nut aan te moedigen ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in haar zitting van 25 oktober 2018, beslist heeft een dotatie van **706.207,00 €** op drie jaar 2022-2024 toe te kennen ;

Overwegend dat de dienst Openbare Werken (divisie « Wegenis ») voorstelt een deel van deze dotatie te gebruiken voor één project, te weten de vernieuwing van verschillende voetpaden waarvan de kosten van de werken geraamd is op 600.000,00 € BTW incl. en dat deze uitgave ingeschreven is op de buitengewone begroting van 2022 met een uitvoering in 2023 :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2022	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Totaal aangevraagde subsidie			420.000,00 €

Overwegende dat de Gemeente aanvraag doet op 70% van de subsidieomslag voor dit project omdat deze in het kader van de prioriteiten van het Gewestelijk ontwikkelingsplan valt;

Overwegende dat het Driejaarlijks Investeringsprogramma 2022-2024 op elk moment gewijzigd kan worden door het toevoegen, het schrappen of het wijzigen van projecten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST het driejaarlijks investeringsprogramma 2022-2024 opgenomen in bijlage goed te keuren en de overeenstemmende aanvraag voor subsidies op tijd in te dienen.

Deze beraadslaging zal naar de Subsidiërende overheid verzonden worden.

3 annexes / 3 bijlagen

*ETT - PTIC 2022-2024 - DTI notification.pdf, Programme triennal d'investissement formulaire-B
Renouvellement de divers trottoirs 2022.doc, Programme triennal d'investissement formulaire-A.doc*

15 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 249 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour approbation des dépenses

Le conseil communal,

Considérant que le budget communal 2022 n'est pas encore voté ;

Considérant que des travaux sont impératifs à court terme au centre culturel Senghor pour être aux normes en matière d'ascenseurs ainsi que sur l'ancien site du CPAS;

Considérant que les délais pour débiter les travaux s'allongent de plus en plus vu la situation économique et géopolitique actuelle ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a pris la décision qui s'impose au vu des délais et que cette autorité doit communiquer cette décision pour information au Conseil communal afin de savoir si celui-ci autorise ou non cette dépense ;

Considérant que les travaux concernés sont les suivants :

1. Centre culturel Senghor : Remplacement de 3 transmetteurs existants (ascenseurs)
Montant de la dépense : 2.040,03 € hors TVA (régime TVA co-contractant)
2. Centre culturel Senghor : Remplacement d'une came de déverrouillage des portes palières (ascenseurs)
Montant de la dépense : 1.253,33 € hors TVA (régime TVA co-contractant)
3. Jardins de la Chasse (ancien site du CPAS) - Sectionnement du réseau de distribution d'eau en vue de la démolition du bâtiment restant
Montant de la dépense : 2.678,77 € hors TVA (régime TVA co-contractant)

Considérant que ces marchés a fait l'objet d'un marché public de faible montant ;

Considérant que les dépenses pourront être imputées au budget extraordinaire de 2022, articles 762/724-60 (points 1 & 2) et 104/722-60 (point 3) ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE d'approuver les décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'application de l'article 249 de la nouvelle loi communale, pour les travaux repris supra et les dépenses y afférentes.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter goedkeuring van de uitgaven

De Gemeenteraad

Overwegende dat de gemeentelijke begroting 2022 nog niet gestemd is ;

Overwegende dat sommige werken noodzakelijk zijn op korte termijn aan het cultureel centrum

Senghor om te beantwoorden aan de normen inzake liften alsook op de oude site van het OCMW;

Overwegende dat de termijnen om deze werken te beginnen zich constant verlengen gezien de huidige economische en geopolitieke omstandigheid;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de nodige beslissing heeft genomen gezien de termijnen en dat deze autoriteit de beslissing moet communiceren ter informatie aan de Gemeenteraad om te weten als deze de uitgave wel of niet toelaat;

Overwegende dat de betrokkene werken de volgende zijn:

1. Cultureel centrum Senghor : Vervanging van 3 bestaande zenders (liften)
Bedrag van de uitgave : 2.040,03 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant)
2. Cultureel centrum Senghor : Vervanging van een nok voor het ontgrendelen van de bordesdeuren (liften)
Bedrag van de uitgave : 1.253,33 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant)
3. Jachthof (oude site van het OCMW) - Doorsnede van het waterdistributienetwerk voor de sloop van het resterende gebouw
Bedrag van de uitgave : 2.678,77 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant)

Overwegende dat deze opdrachten het voorwerp gemaakt heeft van een overheidsopdracht van beperkte waarde ;

Overwegende dat de uitgaven in rekening gebracht zullen worden op de buitengewone begroting van 2022, artikel 762/724-60 (punten 1 & 2) en 104/722-60 (punt 3) ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST de beslissingen genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, door aanpassing van het artikel 249 van de nieuwe gemeentewet, voor de werken supra goed te keuren alsook de daarmee samenhangende uitgaven.

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 16 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'école EOS le 30 mai 2022 (aller) et le 3 juin 2022 (retour) en vue de se rendre à Durbuy.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'école EOS le 30 mai 2022 (aller) et le 3 juin 2022 (retour) en vue de se rendre à Durbuy

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'école EOS;

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et L' ECOLE EOS

Chaussée d'Etterbeek 182

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le 30 mai 2022 (aller) et le 3 juin 2022 (retour) un groupe de maximum 17 personnes, faisant partie du public de l'école EOS , entre Etterbeek et la Commune de Durbuy..

Un chauffeur est également mis à disposition de l'école EOS

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'école EOS intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

L'école EOS s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'école EOS devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'école EOS est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'école EOS est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'école EOS est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'école EOS ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des

réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'école EOS est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikking van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het school EOS op 30 mei 2022 (heenrit) en op 3 juni 2022 (terugrit) om naar Durbuy te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de school EOS gevraagd heeft om op 30 mei 2022 (heenrit) en op 3 juni 2022 (terugrit) over een gemeentebus te beschikken om naar Durbuy te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de goed te keuren :

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En de School EOS

Etterbeeksesteenweg 182

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van de school EOS tussen Etterbeek en de gemeente Durbuy.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de school EOS.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De school EOS komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de School EOS

De school EOS verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de school EOS de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de school EOS aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De school EOS moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de school EOS de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de school EOS of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De school EOS is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de

partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

ANNEXE ECOLE EOS DESTINATION DURBUY.pdf

- 17 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Logement et Harmonie sociale (LHS) le 15 juillet 2022 en vue de se rendre à La Louvière, le 22 juillet 2022 en vue de se rendre à Durbuy, le 25 juillet 2022 en vue de se rendre à la Panne, le 12 août 2022 en vue de se rendre à Dinant et le 19 août 2022 en vue de se rendre à Comines.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande en 2022 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE le 15 juillet 2022 en vue de se rendre à La Louvière, le 22 juillet 2022 en vue de se rendre à Durbuy, le 25 juillet 2022 en vue de se rendre à la Panne, le 12 août 2022 en vue de se rendre à Dinant et le 19 août 2022 en vue de se rendre à Comines;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Monsieur Neal BURTON

Rue Général Tombeur 47

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE, entre Etterbeek et

La Louvière le 15 juillet 2022,

Durbuy le 22 juillet 2022

La Panne le 25 juillet 2022

Dinant le 12 août 2022

Comines le 19 août 2022

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant

en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW Logement et Harmonie sociale op 15 juli 2022 om naar La Louvière te gaan, op 22 juli 2022 om naar Durbuy te gaan, op 25 juli om naar De Panne te gaan, op 12 augustus 2022 om naar Dinant te gaan en op 19 augustus 2022 om naar Komen te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2022 gaat;

Overwegende dat de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS) vraag om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 15 juli 2022 om naar La Louvière te gaan, op 22 juli 2022 om naar Durbuy te gaan, op 25 juli 2022 om naar De Panne te gaan, op 12 augustus 2022 om naar Dinant te gaan en op 19 augustus om naar Komen te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de vzw “Logement et Harmonie sociale” goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale

Mijnheer Neal BURTON
Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Logement et Harmonie sociale” tussen Etterbeek en

La Louvière op 15 juli 2022,

Durbuy op 22 juli 2022,

De Panne op 25 juli 2022,

Dinant op 12 augustus 2022,

Komen op 19 augustus 2022.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Logement et Harmonie sociale”.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Logement et Harmonie sociale” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw “Logement et Harmonie sociale”

De vzw “Logement et Harmonie sociale” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Logement et Harmonie sociale de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Logement et Harmonie sociale aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Logement et Harmonie sociale de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Logement et Harmonie sociale is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

18 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABELKOT le mardi 5 juillet 2022 en vue de se rendre à Kessel-Lo**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABELKOT le mardi 5 juillet 2022 en vue de se rendre à Kessel-Lo ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABELKOT

Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 31 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABELKOT, entre Etterbeek et Kessel-Lo en date du 5 juillet 2022

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME BABELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABELKOT

L'ASBL WELCOME BABELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL WELCOME BABELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW WELCOME BABELKOT op dinsdag 5 juli 2022 naar Kessel-Lo te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de tweede aanvraag van dit jaar is;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op dinsdag 5 juli 2022 naar Kessel-Lo te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babbelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABELKOT

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABELKOT, tussen Etterbeek en Kessel-Lo ;
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het VZW WELCOME BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABELKOT.

Het VZW WELCOME BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABELKOT aangifte doen bij de politie.

Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het VZW WELCOME BABELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

ANNEXE BABELKOT DESTINATION KESSEL LO.pdf

19 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABELKOT le jeudi 23 juin 2022 en vue de se rendre à Namur.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABELKOT en vue de se rendre le jeudi 23 juin 2022 à Namur ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABELKOT

Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABELKOT, entre Etterbeek et Namur en date du 23 juin 2022

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME BABELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABELKOT

L'ASBL WELCOME BABELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir toutes

les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL WELCOME BABELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW WELCOME BABELKOT op donderdag 23 juni 2022 naar Namen te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 23 juni 2022 naar Namen te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABELKOT

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER

Peter Benoîtstraat 23

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABELKOT, tussen Etterbeek en Namen op donderdag 23 juni 2022;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het VZW WELCOME BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABELKOT.

Het VZW WELCOME BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het VZW WELCOME BABELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige

overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

WELCOME BABELKOT DESTINATION NAMUR.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

20 Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (rues Pervyse, Tervaete et Ramskapelle) - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/2022/10 relatif au marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (rues Pervyse, Tervaete et Ramskapelle)" établi par le Service des Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 600.000,00 € (TVA co-contractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction des Investissements, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 420.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/2022/10 et le montant estimé du marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (rues Pervyse, Tervaete et Ramskapelle)", établis par le Service des Marchés Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 600.000,00 € (TVA co-contractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction des Investissements, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles.

Article 4

D'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60.

Article 7

De s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les vingt ans de l'octroi du subside.

Article 8

De s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien tel que définit par le programme d'entretien sur 5 ans qui suivent la réception définitive des travaux et repris en annexe de la présente délibération.

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2022-2024

Projet n° 01 : Renouvellement de divers trottoirs - Rues Pervyse, Tervaete et Ramskapelle à 1040 Etterbeek

ATTESTATION

Dans le cadre de l'octroi des subsides pour les travaux précités et en application à l'article 21 § 1 – 1°

de l'Ordonnance du 16/07/1998, l'administration communale d'Etterbeek s'engage à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié suivant le programme estimé ci-dessous :

ANNEES BUDGETAIRES	PREVISIONS BUDGETAIRES	OBSERVATIONS
2023	---	Réalisation des travaux
	---	Délai de garantie 1 an
2024	---	Réception définitive
2025	€ 20.000,00	Entretien linéaire
2026	€ 20.000,00	Entretien linéaire
2027	€ 25.000,00	Entretien linéaire
2028	€ 25.000,00	Entretien linéaire
2029	€ 30.000,00	Entretien linéaire

Arrêté par le Conseil communal d'Etterbeek en séance du 30 mai 2022.

**Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)
- Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)" een bestek met nr. TP/VVC/2022/10 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 600.000,00 € (Btw medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 420.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het College;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/2022/10 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)”, opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 600.000,00 € (Btw medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 7

Op erewoord zich te engageren om de toewijzing van het goed niet te vervreemden noch te wijzigen, gedurende 20 jaar;

Artikel 8

Zich te engageren de onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren zoals gedefinieerd in het onderhoudsprogramma op 5 jaar dat de definitieve oplevering volgt en opgenomen in bijlage van huidige beraadslaging.

DRIEJAARLIJKS INVESTERINGSPROGRAMMA 2016-2018

ATTEST

In het kader van de toekenning van subsidies voor de hierboven genoemde werken en in toepassing van het artikel 21 § 1 – 1° van de Ordonnantie van 16/07/1998, verbindt het gemeentebestuur van Etterbeek zich de onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed volgens het hieronder opgenomen geschat programma te verzekeren :

JAARLIJKSE BEGROTING	BEGROTINGSRAMINGEN	OBSERVATIES
2023	---	Uitvoering van de werken
	---	Waarborgtermijn 1 jaar
2024	---	Definitieve oplevering
2025	€ 20.000,00	Lineaire onderhoud
2026	€ 20.000,00	Lineaire onderhoud
2027	€ 25.000,00	Lineaire onderhoud
2028	€ 25.000,00	Lineaire onderhoud
2029	€ 30.000,00	Lineaire onderhoud

Vastgelegd door de gemeenteraad van Etterbeek in zitting van 30 mei 2022.

7 annexes / 7 bijlagen

2022 ETT Programme trottoirs PSS VGP BILINGUE.pdf, 2022 ETT Programme trottoirs PSS VGP BILINGUE (à completer - in te vullen).pdf, avis de marché FR.docx, 2022_05_13_CCH - Modele 3P.doc, 2022_05_13_Bestek - Model 3P.doc, Trottoirs 2022 métré récapitulatif.xlsx, avis de marché NL.docx

21 **Voirie - Aménagement du carrefour des rues Pervyse- Tervate – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/CE/2022/09 relatif au marché “Voirie - Aménagement du carrefour des rues Pervyse- Tervaete”;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 400.000,00 € (TVA co-contractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Bruxelles Mobilité, place Saint-Lazare 2 à 1035 Ministère de la Région Bruxelles Capitale, et que cette partie est estimée à 400.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/CE/2022/09 et le montant estimé du marché “Voirie - Aménagement du carrefour des rues Pervyse- Tervaete”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 400.000,00 € (TVA co-contractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Bruxelles Mobilité, place Saint-Lazare 2 à 1035 Ministère de la Région Bruxelles Capitale.

Article 4

D'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60.

Wegenis - Inrichting van het kruispunt van de straten Pervyse-Tervate – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1,

betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Wegenis - Inrichting van het kruispunt van de straten Pervyse-Tervate” een bestek met nr. TP/CE/2022/09 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 400.000,00 € (BTW medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Brussel Mobiliteit, Sint-Lazariusplein 2 te 1035 Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, en dat dit deel wordt geraamd op 400.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/CE/2022/09 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Inrichting van het kruispunt van de straten Pervyse-Tervate”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 400.000,00 € (BTW medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Brussel Mobiliteit, Sint-

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

7 annexes / 7 bijlagen

2022 ETT Carrefour Pervyse Tervaele PSS VGP BILINGUE.pdf, 2022 ETT Carrefour Pervyse Tervaele PSS VGP BILINGUE (à completer - in te vullen).pdf, métré Pervyse-Tervaele (avril 2022).pdf, avis de marché FR.pdf, avis de marché NL.pdf, 2022_05_06_CCH - Modele 3P.pdf, 2022_05_06_Bestek - Model 3P.pdf

Secrétariat - Secretariaat

22 Interpellation de Monsieur Vincent Biauce concernant la retransmission en direct des réunions des conseils communaux (Complémentaire)

Nous constatons que de nombreuses communes bruxelloises retransmettent le conseil communal sur leur site web: Saint-Josse, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles-Ville, Anderlecht, Ixelles, Berchem-Saint-Agathe, Auderghem, Watermael-Boitsfort et Schaerbeek.

Lors des travaux de la commission de révision du Règlement d'ordre intérieur, notre groupe avait déjà émis le souhait que les conseils soient retransmis en vidéo sur le site web de la commune.

Brulocalis a étudié la question de l'enregistrement vidéo des séances publiques des conseils communaux et a proposé plusieurs pistes pratiques afin que chaque commune ait la possibilité d'élargir les possibilités de publicité des débats. Les questions sur la réglementation relative à l'emploi des langues et le droit à l'image ont dans ce cadre été analysées par Brulocalis.

Notre commune dispose d'un nouveau site web et d'une nouvelle infrastructure audio dans la salle Christian Debaty.

Le Collège confirmait le 31 mai 2021, en réponse à une interpellation du groupe Ecolo-Groen, travailler à la mise en place de cette possibilité donnée aux citoyen.ne.s d'assister en direct et à distance aux séances de notre conseil communal.

Dans la note d'orientation politique 2022-2024, il est indiqué que « le secrétariat communal veillera à organiser la retransmission du Conseil communal sur internet dès que techniquement et humainement les choses seront possibles ».

Pouvez-vous nous

- préciser le calendrier de mise en œuvre?
- indiquer les contraintes et obstacles à la mise en œuvre?

Interpellatie van Mijnheer Vincent Biauce betreffende de live-uitzending van de vergaderingen van de gemeenteraad (Aanvullend)

Wij stellen vast dat heel wat Brusselse gemeenten de gemeenteraad uitzenden op hun website: Sint-Joost-Ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Brussel-Stad, Anderlecht, Elsene, Sint-Agatha-Berchem, Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Schaarbeek.

Tijdens de commissie die heeft gewerkt aan de herziening van het huishoudelijk reglement had onze fractie al de wens geuit om de vergaderingen van de gemeenteraad uit te zenden op de website van de gemeente.

Brulocalis heeft de mogelijkheid om de openbare zittingen van de gemeenteraden op te nemen onderzocht en biedt verschillende praktische oplossingen aan zodat elke gemeente de mogelijkheid krijgt om de debatten nog meer openbaar te maken. Vragen in verband met de regelgeving betreffende het taalgebruik en het portretrecht werden in dat kader geanalyseerd door Brulocalis.

Onze gemeente beschikt over een nieuwe website en nieuwe geluidsapparatuur in de zaal Christian Debaty.

Het college bevestigde op 31 mei 2021, als antwoord op de interpellatie van de partij Ecolo-Groen, te werken aan de invoering van deze mogelijkheid om burgers de zittingen van onze gemeenteraad live en vanop afstand te laten bijwonen.

In de politieke oriëntatienota 2022-2024 wordt aangegeven dat "het gemeentesecretariaat ervoor zal zorgen dat de uitzending van de gemeenteraad op internet zo snel als technisch en menselijk mogelijk is, wordt georganiseerd".

Kunt u ons :

- het tijdschema voor de uitvoering aangeven?
- aangeven wat de beperkingen en belemmeringen zijn voor de tenuitvoerlegging?